

CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL DE ESPECIES
AMENAZADAS DE FAUNA Y FLORA SILVESTRES



Decimonovena reunión de la Conferencia de las Partes
Ciudad de Panamá (Panamá), 14 – 25 de noviembre de 2022

Enmienda de los Apéndices

Propuestas de enmienda a los Apéndices I y II

OBSERVACIONES FORMULADAS POR LAS PARTES

1. El presente documento ha sido preparado por la Secretaría.
2. De acuerdo con las disposiciones del Artículo XV, párrafos 1 a), 2 b) y c), la Secretaría consultó a las Partes sobre las propuestas de enmiendas a los Apéndices recibidas para la presente reunión mediante la Notificación a las Partes No 2022/052 del 8 de julio de 2022. Las propuestas y las declaraciones de apoyo se pusieron también a disposición en el sitio web de la CITES
3. Se recibieron respuestas de las 6 Partes: Camerún, China, Estados Unidos de América, Japón, Nigeria y la República Centroafricana. El texto completo de los comentarios completos recibidos de las Partes en respuesta a la solicitud de la Secretaría de comentarios, se incluye en los siguientes anexos del presente documento, en el idioma en que fueron presentados.

Anexo 1 – Camerún

Anexo 2 – República Centroafricana

Anexo 3 – China

Anexo 4 – Japón

Anexo 5 - Nigeria

Anexo 6 – Estados Unidos de América

4. La Secretaría ha tenido plenamente en cuenta los comentarios recibidos de estas Partes al formular sus recomendaciones a la presente reunión en el documento CoP19 Doc. 89.1 e invita a las demás Partes a tenerlas en cuenta al examinar las propuestas de enmienda a los Apéndices.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

SECRETARIAT D'ETAT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES FORETS

N° /L/MINFOF/SETAT/SG/DF/SDAFF/SM

Ref : V/L Ares(2021)2926962 - 03/05/2021



BP 34430
Yaoundé
Tél: 222 23 92 28

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

SECRETARIAT OF STATE

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FORESTRY

Yaoundé le,

11 AUG 2022

4550

LE MINISTRE,

A

Monsieur le Chef d'Unité
ENV.F.3 - Coopération Environnementale
Multilatérale / Direction F- Développement
Durable Mondial
DIRECTION GENERALE ENVIRONNEMENT
COMMISSION EUROPEENE

1049 bruxelles/Brussel, Belgique/Belgie - Tel.
+32 22991111 Office : BU-9 03/125 Tel.direct line
+32 229-58533
E-mail : env-cites@ec.europa.eu

Objet : CITES Cop 19_ Inscription éventuelle de certaines
espèces arborescentes africaines des genres Khaya,
Afzelia et Ptérocarpus à l'annexe II de la CITES.

Monsieur le Chef d'Unité,

Me référant à vos correspondances citées en références, ainsi qu'à la notification aux parties No.
2022/052 du 08 juillet 2022 du Secrétariat de la CITES,

J'ai l'honneur de porter à votre attention que le Ministère des Forêts et de la Faune a pris acte des
propositions d'amendement des annexes de la CITES, en lien avec les espèces précisées en objet, qui ont
été soumises aux autorités compétentes.

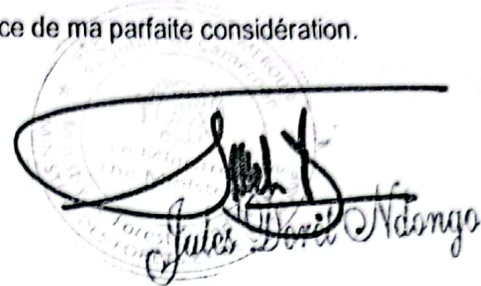
A cet effet, la position du Cameroun a été à ce stade de maintenir la prudence, au regard de la
nécessité d'approfondir les données utilisées pour arriver aux conclusions détaillées dans les textes
justificatifs qui accompagnent la proposition, notamment leurs conformités avec les orientations de la
résolution Conf. 4.6 (Rev. CoP18) et à la résolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17), toutes relatives aux
procédures d'amendement des annexes de la CITES.

En effet, comme l'indique le tableau d'analyse joint en annexe, il a été constaté que des clarifications
doivent être apportées par les auteurs sur plusieurs aspects et arguments présentés pour justifier les
propositions formulées. Diverses affirmations sont imprécises, voire erronées notamment pour le cas du
Cameroun. La plupart des données utilisées démontre que le niveau de vulnérabilité est élevé pour les
espèces sahéliennes. Les auteurs se basent principalement sur la situation des populations des espèces
savanicoles pour fonder leurs argumentaires en omettant d'examiner en détail la situation des populations
des espèces des forêts denses humides alors que seules celles-ci font principalement l'objet du commerce
international.

En tout état de cause, à l'exception du Kosso (*Ptérocarpus erinaceus*) pour lequel des mesures
spéciales de gestion ont été prises au Cameroun vu le niveau de pression sur celle-ci, sous réserve des
conclusions des analyses approfondies sus évoquées, le MINFOF trouve non fondée, la proposition
d'inscrire toutes les espèces africaines Khaya spp, Afzelia spp et Pterocarpus spp à l'Annexe II de la CITES.

Compte tenu de tout ce qui précède, je vous saurai gré des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour fournir des éléments de clarification sur les interrogations détaillées dans le tableau d'analyse susmentionné en vue de la transmission éventuelle des commentaires au Secrétariat de la CITES conformément aux dispositions des paragraphes 1 a), 2 b) et 2 c) de l'Article XV de la Convention, et pour soutenir le Cameroun, dans l'approfondissement des études sur les espèces visées de manière ponctuelle, et en générale sur la maîtrise et de la gestion des espèces jugées vulnérables, en liens avec ses objectifs de conservation et de développement.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef d'Equipe, l'assurance de ma parfaite considération.



Jules David Ndomgo

Pièces jointes :

- Tableau d'analyse des propositions de l'Union européenne ;

Copie :

- MINETAT/SG-PR ;
 - SG/PM ;
 - MINREX ;
 - ANAFOR ;
 - Secrétariat de la CITES (Tél : +41 (22) 917 81 39/40 ;
- Fax : +41 (22)797 34 17 Courriel : info@cites.org ;
- Délégation Union européenne / Yaoundé.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

SECRETAIRE D'ETAT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES FORETS



B.P 34430 Yaoundé
Tél : (237) 222 23 92 31
Site web : www.minfof.cm
Site APV/FLEGT : www.apvcameroun.com

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

SECRETARIAT OF STATE

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FORESTRY

Consultation en vue d'un projet d'inscription des espèces arborescentes africaines des genres *Khaya spp.*, *Azelia spp.*, et *Pterocarpus spp.* en annexe 2 de la CITES

EXAMEN DU PROJET, BESOINS DE CLARIFICATIONS ET CONFORMITE AVEC LA RESOLUTION 9.24 REV COP 17 DE LA CITES, RELATIVE AUX CRITERES D'AMENDEMENT DES ANNEXES I ET II

Aout 2022

GENRE AFZELIA

Sous thème du projet de l'UE	Contenu du projet	Commentaires du MINFOF / besoin de clarification
Partisans	Benin, Côte d'Ivoire, Union européenne, Liberia and Sénégal	
Aperçu	Les États de l'aire de répartition exportateurs sont le Cameroun, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Au cours de la période 2008-2014, les exportations d'acajou africain (un nom commercial comprenant <i>Azelia spp.</i> ainsi que d'autres espèces) du seul Cameroun se sont élevées à environ 15 millions de kg, avec plus de 2,3 millions de kg exportés vers l'Union européenne. La République populaire de Chine et les États-Unis d'Amérique sont également des importateurs clés d'acajou africain.	Information erronée. Les <i>Azelia</i> ne sont pas regroupés dans les « Mahogany », ces derniers concernant une autre famille botanique (les Meliacées). Par ailleurs, ce chiffre, pour autant qu'il soit exact, montre que le commerce est peu développé car 15 millions de kg correspondent à 15.000 tonnes, soit environ 2000 arbres par an sur environ 5 millions de km ² d'après la section 3.1.

	<p>Afzelia spp. sont également touchés par la déforestation dans plusieurs États de l'aire de répartition, et <i>A. peturei</i>, qui a une très petite zone d'occupation, a été classée comme globalement vulnérable en 2019 sur la base de la dégradation et du déclin de son habitat. Sur la base de la vulnérabilité biologique au prélèvement, du commerce en cours et du déclin des populations dans plusieurs États de l'aire de répartition, quatre espèces africaines (<i>A. africana</i>, <i>A. bipindensis</i>, <i>A. pachyloba</i> et <i>A. quanzensis</i>) sont affectées par le commerce selon la définition de l'annexe 5 ii) de la résolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17) et remplissent les conditions du critère B de l'annexe 2a pour l'inscription à l'Annexe II.</p>	<p>* <i>A. peturei</i> n'existe pas au Cameroun. Globalement les inventaires réalisés au Cameroun démontrent que les espèces présentent des Structures de peuplement exponentielle en J inversé. C'est une distribution d'un peuplement forestier en équilibre donc à régénération constante dans le temps. Par ailleurs, l'exploitation forestière durable au Cameroun ne met pas nécessairement espèces en danger. En effet, les quantités prélevées et exportées de ces différentes espèces, se basent sur les effectifs, les structures des peuplements et l'application des coupes à diamètres limites (Diamètre Minimum d'Exploitation), pour la majorité appliquée systématiquement dans les forêts de production, d'autant plus précisément qu'elles sont aménagées.</p> <p>* S'agissant de la déforestation, les valeurs d'indicateurs de suivi de la diminution du couvert forestier au Cameroun parmi les plus bas au niveau de la sous-région du Bassin du Congo, (taux de déforestation nette environ 0,06% entre 2000 et 2005 (Ernst, 2012); et taux de dégradation : 0,07 % (CIFOR , 2013))</p>
	<p><i>A. bipindensis</i> et <i>A. pachyloba</i> sont classés comme globalement vulnérables dans la Liste rouge de l'UICN en raison d'un prélèvement non durable ; <i>A. africana</i> a subi un déclin de population d'environ 30% en trois générations, et les arbres semenciers matures d'<i>A. bipindensis</i> et d'<i>A. pachyloba</i> sont maintenant rares.</p>	<p>* D'après le Professeur J. L. Doucet (Université de GEMBLOUX/ Nature +), le statut de ces deux dernières espèces est en cours de révision et <i>A. bipindensis</i> ne sera probablement plus classée vulnérable. Les semenciers ne sont pas rares en Afrique centrale, là où la majeure partie des populations est présente. Leur diamètre de fructification régulière est largement inférieur au diamètre minimum d'exploitation défini dans ces pays. Enfin, il est impossible de quantifier de façon robuste la réduction des populations au cours de trois générations (environ 100-150 ans).</p> <p>* Par ailleurs, D'après les LIGNES DIRECTRICES POUR L'APPLICATION DES CRITÈRES DE LA LISTE ROUGE DE L'UICN AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET NATIONAL, une évaluation du risque d'extinction seule (telle que le statut Liste rouge) n'est pas suffisante pour déterminer des priorités de conservation. Il faut aussi tenir compte d'autres facteurs, comme le statut et la taille de la population du taxon au niveau mondial, ses caractéristiques écologiques, ses valeurs économiques et culturelles, les aspects pratiques des actions de rétablissement, etc. (Voir le point 8 du Préambule des Lignes directrices régionales). La définition de priorités de conservation est un processus distinct d'un classement régional sur la Liste rouge.</p>
3.2 Habitat	<p>Au Bénin, <i>A. afzelia</i> s'étend de la zone de transition soudano-guinéenne à la zone sèche soudanienne zone climatique (Adomou et al., 2005), et au Burkina Faso l'espèce habite les régions soudano-sahélienne et Zones climatiques soudanienne (Balima et al., 2018).</p>	<p>L'espèce mentionnée (<i>A. afzelia</i>) n'existe pas</p>
Taille de la population	<p>Aucune estimation de la taille de la population n'a pu être trouvée pour les populations africaines d'<i>Afzelia</i> spp.</p>	<p>Des inventaires d'aménagement sont réalisés dans les forêts de production au Cameroun. Par conséquent, le potentiel ainsi que les structures des peuplements y relatifs sont maîtrisées.</p>
	<p><i>A. bipindensis</i> est signalé comme étant disséminé à de faibles densités, en particulier au Gabon et au Cameroun, où la densité moyenne d'arbres d'un diamètre moyen de 60 cm a été signalée comme étant d'environ 0,2 arbre/ha (Gérard et Louppe, 2010a),</p>	<p>Les données d'inventaires démontrent que le Doussié rouge est relativement abondant au Cameroun. Le Doussié rouge est plus abondant que le Doussié blanc et le Doussié sanaga.</p>

	A. pachyloba est généralement dispersé à de faibles densités, et un volume de bois moyen de 1 m ³ /ha a été signalé pour des arbres de > 60 cm de DHP dans l'ouest du Cameroun, avec des densités « encore plus faibles » au Gabon (Kiyulu et al., 2014).	
Structure de la population		Comme les parties précédentes, cette section se focalise sur les espèces de savane et pas sur les espèces forestières. La structure des populations des espèces forestières est équilibrée (Evrard et al., 2019).
Tendance de la population	<p>A. africana a été classé comme vulnérable au niveau national au Cameroun en 2011, en raison de l'exploitation pour le commerce international du bois ainsi que de la déforestation pour l'agriculture (Onana et Cheek, 2011).</p> <p>A. bipindensis a été classé comme vulnérable au niveau national au Cameroun en 2011, en raison de la forte exploitation pour le commerce international du bois (Onana et Cheek, 2011).</p> <p>A. pachyloba a été classé comme vulnérable au niveau national au Cameroun en 2011, en raison de sa forte exploitation pour le commerce international du bois (Onana et Cheek, 2011).</p>	Il convient de vérifier le système de classification utilisé dans ce cas. S'agit-il de liste rouge de UICN? Un système spécifique au Cameroun à vérifier ???
Tendance géographique	Le Cameroun (-12,7 %) et le Gabon (-2,9 %) ont enregistré des niveaux de réduction comparativement inférieurs ; cependant, l'étude a révélé que ces deux pays, aux côtés de la RDC, contiennent les plus grandes superficies de forêts converties en plantations d'arbres en Afrique, avec respectivement 0,07 million d'hectares, 0,04 million d'hectares et 0,08 million d'hectares (Vancutsem et al., 2021).	<p>* Cet argument confirme les efforts du Cameroun en matière de gestion durable des forêts, la lutte contre la déforestation et le développement des plantations forestières.</p> <p>* Par ailleurs, les valeurs d'indicateurs de suivi de la diminution du couvert forestier au Cameroun sont parmi les plus bas au niveau de la sous-région du Bassin du Congo, (taux de déforestation nette environ 0,06% entre 2000 et 2005 (Ernst, 2012); et taux de dégradation : 0,07 % (CIFOR , 2013))</p>
Impact réel ou potentiel du Commerce	En conséquence, le bois d'Azelia a une valeur marchande élevée et les populations africaines continuent d'être exploitées de manière intensive pour répondre à la forte demande internationale (Beeckman, in. litt au PNUE-WCMC, 2020).	<p>* Le rythme d'exploitation de toutes ces essences est resté plus ou moins constant les six dernières années et proportionnel au potentiel des effectifs des peuplements naturels, conformément aux principes d'aménagement et de gestion durable ;</p> <p>* Il n'y a pas une pression spécifique sur les essences concernées. En effet, en dehors du Padouk rouge, ces essences ne sont pas parmi les 10 voir 15 essences les plus exploitées au Cameroun. Ces essences représentent environ 4% de la production nationale en 2019 et pris individuellement, chacune desdites essences représente moins d'1 % de la production nationale excepté le Padouk rouge (environ 2%).</p>

	<p>Le bois des sept espèces est morphologiquement indiscernable (Thünen Institute of Forest Genetics, 2015, voir Section 11), ce qui signifie qu'Azelia spp. sont souvent commercialisés de manière interchangeable (Gérard et al., 2017).</p>	<p>Un système de traçabilité est en place et limite au maximum les risques de confusion d'essences. Les inventaires d'aménagement et d'exploitation spécifient clairement les différentes espèces, avec le géo référencement de toutes les tiges exploitables. Par ailleurs, ce système est davantage renforcé avec la mise en application du Système Informatique de Gestion des Informations Forestières de seconde génération (SIGIF 2) qui est le cœur du mécanisme de vérification de la légalité.</p> <p>Sur le plan botanique, il y'a lieu de relever que la plupart de ces essences présentes au Cameroun sont morphologiquement identifiables les unes des autres dans la même espèce.</p>
Instrument juridique _ Internationale	<p>Le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Gabon, le Ghana et le Libéria ont signé des accords de partenariat volontaire (APV) FLEGT juridiquement contraignants avec l'UE pour garantir que le bois et les produits dérivés exportés vers l'UE sont d'origine légale (Institut forestier européen, 2020). Dans le cas du Cameroun, l'accord APV FLEGT n'inclut pas les grumes d'A. bipindensis et d'A. pachyloba, mais pourrait inclure les Azelia spp. (L'Union européenne et la République du Cameroun, 2011).</p>	<p>* Cette information est erronée ou mal transcrite. En effet, le régime d'autorisation FLEGT s'appuie sur la législation nationale. Certaines essences comme le Doussié rouge sont interdites d'exportation sous forme de grume. Cela ne voudrait pas dire qu'elles sont exclues du régime d'autorisation FLEGT. Tous les bois transformés de ces espèces sont assujettis à ce régime.</p> <p>* Cette mesure vise à renforcer la transformation plus poussée au bois au niveau local, d'ajouter la valeur des produits forestiers exploités et de limiter l'écroulement de ces espèces. Seules les essences peu ou pas connues bénéficient de la dérogation d'exportation en grumes pour des besoins de promotion.</p> <p>* Le système de vérification de la légalité, bâti sur les principes de l'APV-FLEGT s'applique sur tous les bois et produits dérivés en circulation au niveau national (marché intérieur du bois) et à l'exportation, pour tous les marchés internationaux.</p>
Gestion des espèces _ Mesures d'Aménagement	<p>Aucune information sur les plans de gestion spécifiques au genre ou à l'espèce n'a été trouvée pour Azelia spp. Cependant, des diamètres minimaux exploitables (DEM) ont été établis dans un certain nombre d'États de l'aire de répartition pour espèces, comme indiqué ci-dessous :</p>	<p>Au Cameroun, l'exploitation forestière dans les forêts de production du domaine permanent est assujettie à l'élaboration des plans d'aménagements qui sur la base d'un certain nombre de paramètres d'aménagement, du potentiel des différentes espèces et de leurs structures de peuplement, fixent les décisions d'aménagement et de gestion. Les quantités prélevées de ces différentes espèces, se basent sur les effectifs, les structures des peuplements et l'application des coupes à diamètres limites (Diamètre Minimum d'Exploitation). Au Cameroun, ce diamètre est par défaut fixé de façon administrative. Cependant en fonction de la structure des peuplements, les mesures / décisions d'aménagement prises renvoient à la hausse ces diamètres pour assurer la durabilité des prélèvements.</p>
Remarques additionnelles	<p>Les espèces d'Azelia ne sont souvent pas faciles à distinguer les unes des autres par les sociétés d'exploitation forestière et les forêts, et les caractéristiques morphologiques sont rarement utiles pour l'identification au niveau de l'espèce (Oshingboye et al., 2017). Bien que A. bipindensis et A. pachyloba aient été récemment distingués l'un de l'autre basée sur la signature chimique d'échantillons de bois de cœur en laboratoire (Kitin et al., 2021), les espèces du genre Azelia ne peuvent pas être distinguées les unes des autres à l'aide de la microscopie standard (Thünen Institute of Forest Genetics, 2015), et selon Beeckman (in litt. au PNUE-WCMC, 2020), il</p>	<p>Un système de traçabilité est en place et limite au maximum les risques de confusion d'essences. Les inventaires d'aménagement et d'exploitation spécifient clairement les différentes espèces, avec le géo référencement de toutes les tiges exploitables. Par ailleurs, ce système est davantage renforcé avec la mise en application du Système Informatique de Gestion des Informations Forestières de seconde génération (SIGIF 2) qui est le cœur du mécanisme de vérification de la légalité.</p> <p>Sur le plan botanique, il y'a lieu de relever que la plupart de ces essences présentes au Cameroun sont morphologiquement identifiables les unes des autres dans la même espèce.</p>

	n'est pas possible de distinguer les espèces d' <i>Azelia</i> sur la base des caractéristiques anatomiques du bois.	
Conformité avec LA RESOLUTION 9.24 REV COP 17 DE LA CITES	Les critères (Annexes 2a et 2b) ne sont pas démontrés pour le cas du Cameroun. Plusieurs informations restent à collecter pour examiner si le critère est rempli. Plusieurs affirmations du document sont imprécises, voire erronées. En résumé, les auteurs se basent principalement sur l'état des populations des espèces savaniques pour justifier une inscription en annexe 2 de la CITES. Ils omettent d'examiner en détail la situation des populations des espèces des forêts denses humides alors que seules celles-ci font l'objet d'un commerce international majeur. Le principe du respect des 12 pages pour le document de projet N'EST PAS RESPECTE : les références commencent à la 14 ^{ème} page.	

GENRE KHAYA

Sous thème du projet de l'UE	Contenu du projet	Commentaires du MINFOF / besoin de clarification
Partisans	Benin, Côte d'Ivoire, Union européenne, Liberia and Sénégal	
Aperçu	À l'exception de <i>K. comorensis</i> , qui n'a pas été évalué, tous les <i>Khaya</i> spp. sont classés globalement Vulnérables dans la Liste rouge de l'UICN.	D'après les LIGNES DIRECTRICES POUR L'APPLICATION DES CRITÈRES DE LA LISTE ROUGE DE L'UICN AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET NATIONAL, une évaluation du risque d'extinction seule (telle que le statut Liste rouge) n'est pas suffisante pour déterminer des priorités de conservation. Il faut aussi tenir compte d'autres facteurs, comme le statut et la taille de la population du taxon au niveau mondial, ses caractéristiques écologiques, ses valeurs économiques et culturelles, les aspects pratiques des actions de rétablissement, etc. (Voir le point 8 du Préambule des Lignes directrices régionales). La définition de priorités de conservation est un processus distinct d'un classement régional sur la Liste rouge.
	Les évaluations (dont quatre nécessitent une mise à jour car elles ont été compilées en 1998, à l'exception de <i>K. madagascariensis</i> qui a été mise à jour en 2020) ont été faites sur la base d'une surexploitation de l'espèce pour le bois, la perte d'arbres matures entraînant une mauvaise la régénération naturelle et l'érosion génétique des populations sauvages. Ainsi, cinq espèces (<i>K. anthotheca</i> , <i>K. grandifoliola</i> , <i>K. ivorensis</i> , <i>K. madagascariensis</i> et <i>K. senegalensis</i>) semblent remplir les critères d'inscription à l'Annexe II de la CITES au titre de l'annexe 2 a Critère B de la résolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17).	La source ou le rapport de l'évaluation n'est pas précisé pour une vérification. En effet, ces conclusions qui ne sont pas spécifiées pour le Cameroun semble contraire avec les informations présentées dans les précédents paragraphes pour le cas du Cameroun. Il n'y a pas surexploitation de ces essences en particulier ! * Le rythme d'exploitation de toutes ces essences est resté plus ou moins constant les six dernières années et proportionnel au potentiel des effectifs des peuplements naturels, conformément aux principes d'aménagement et de gestion durable ; Les quantités prélevées de ces différentes espèces, se basent sur les effectifs, les structures des peuplements et l'application des coupes à diamètres limites (Diamètre Minimum d'Exploitation). Au Cameroun, ce diamètre est par défaut fixé de façon administrative. Cependant en fonction de la structure des peuplements, les mesures / décisions d'aménagement prises revoient à la hausse ces diamètres pour assurer la durabilité des prélèvements.

		<p>* Il n'y a pas une pression spécifique sur les essences concernées. En effet, en dehors du Padouk rouge, ces essences ne sont pas parmi les 10 voir 15 essences les plus exploitées au Cameroun. Ces essences représentent environ 4% de la production nationale en 2019 et pris individuellement, chacune desdites essences représente moins d'1 % de la production nationale excepté le Padouk rouge (environ 2%).</p> <p>La régénération naturelle de ces espèces n'est pas menacée. Globalement les inventaires réalisés au Cameroun démontrent que les espèces présentent des Structures de peuplement exponentielle en J inversé. C'est une distribution d'un peuplement forestier en équilibre donc à régénération constante dans le temps.</p>
	<p>Khaya spp. sont considérés comme indiscernables les uns des autres sur la base des caractéristiques macroscopiques de leur bois (c'est-à-dire à l'œil nu ou à la loupe jusqu'à un grossissement de 10x) (Donkor, 1997), cependant, Koch (comm. pers. à l'UNEP-WCMC, 2021) les considéraient également comme indiscernables sur la base des caractéristiques microscopiques du bois. Le bois de Khaya spp. est considérée comme facilement confondue avec celle de Swietenia spp. (Holtken et al. 2012), en particulier si le bois en question provient d'une plantation à croissance rapide (Koch, comm. pers. à l'UNEP-WCMC, 2021).</p>	<p>Un système de traçabilité est en place et limite au maximum les risques de confusion d'essences. Les inventaires d'aménagement et d'exploitation spécifient clairement les différentes espèces, avec le géo-référencement de toutes les tiges exploitables. Par ailleurs, ce système est davantage renforcé avec la mise en application du Système Informatique de Gestion des Informations Forestières de seconde génération (SIGIF 2) qui est le cœur du mécanisme de vérification de la légalité. Sur le plan botanique, il y'a lieu de relever que la plupart de ces essences présentes au Cameroun sont morphologiquement identifiables les unes des autres dans la même espèce.</p>
3. Caractéristiques de l'espèce 3.1 Répartition	<p>K. grandifoliola est présent au Bénin, au Burkina Faso, au Congo, en Côte d'Ivoire ; RDC, Ghana, Guinée, Nigéria, Soudan du Sud, Soudan, Togo et Ouganda.</p>	<p>K. grandifoliola est également présent au Cameroun</p>
4. Etat et tendances. 4.1-tendances de l'habitat	<p>Khaya spp. sont considérés comme menacés par la perte d'habitat et « l'exploitation forestière aveugle » dans leurs aires de répartition d'origine (Fremlin, 2011 dans Dickinson et al., 2011). Voir la section 4.5 pour plus de détails.</p>	<p>Aucune précision n'est donnée pour le Cameroun. En effet, la section citée fait allusion au changement du couvert forestier tropical humide entre 1990 et 2019 qui a noté les pays africains montrant la plus grande réduction de la superficie de forêt humide non perturbée (c'est-à-dire la forêt non affectée par déforestation ou dégradation). Au contraire, ladite section indique que " Bien qu'en comparaison le Cameroun (12,7%) et le Gabon (2,9%) ont montré des niveaux beaucoup plus faibles de réduction dans la forêt humide non perturbée, les auteurs ont noté que ces deux pays, aux côtés de la RDC, contiennent les plus grandes superficies de forêts converties en plantations d'arbres en Afrique, à 0,07 million d'ha, 0,04 million d'ha et 0,08 million d'ha respectivement (Vancutsem et al., 2021)."</p> <p>Nous réitérons ici les commentaires ci-dessus relatifs à la section « aperçu ».</p>

4.2 Population size	<p>Grands individus de <i>K. anthotheca</i> (>60 cm DHP) ont été signalés à des densités moyennes de 0,02 par ha dans le sud du Cameroun et 0,3-0,9 par ha au Libéria (Maroyi, 2008).</p> <p>Des individus de grande taille (>60 cm DHP) ont été signalés à des densités moyennes de 0,02-0,08 par ha dans le sud du Cameroun.</p>	<p>OK</p> <p>Les prélèvements sont proportionnels aux effectifs et aux structures des peuplements respectifs. La régénération naturelle n'est pas menacée. Cf commentaires ci-dessus relatifs à la section « aperçu ».</p>
Structure de la population	<p>En l'absence d'informations plus détaillées sur l'abondance des individus dans les classes de taille intermédiaire, ainsi que de chiffres historiques sur la proportion relative d'individus matures qui serait attendue dans les populations saines, il est difficile de déterminer si cette structure de la population (nombre élevé de petits d'individus et un faible nombre d'individus de grande taille) indique une courbe en forme de J inversé, qui est généralement observée pour les populations d'arbres ayant une bonne capacité de recrutement (Hall et Bawa, 1993), ou si elle indique une récolte intense en cours ou passée d'individus dans des classes de taille plus importante (Hall et Bawa, 1993).</p>	<p>Le document de l'UE reconnaît ne pas avoir des données sur la structure des dites populations. Tandis que les résultats des inventaires réalisés au Cameroun démontrent que les espèces présentent des structures de peuplement exponentielle en J inversé. C'est une distribution d'un peuplement forestier en équilibre donc à régénération constante dans le temps.</p> <p>Seul l'Acajou de bassam (<i>K. ivorensis</i>), démontre une structure en cloche avec effectifs appréciables dans les premières classes de diamètre, pouvant démontrer l'abondance de tiges d'avenir. Par ailleurs, les acajous sont des héliophiles c'est pourquoi la structure a tendance à montrer une cloche, mais là aussi, la régénération est présente.</p>
4.4 Tendances de la Population	<p>Plus récemment, les grands arbres de <i>K. senegalensis</i> ont été décrits comme rares dans l'écozone de savane soudanienne, en particulier au Cameroun (Awé Djongmo et al., 2020).</p>	<p>Information à vérifier.</p> <p>Le Calicédrat est principalement présente dans les régions septentrionales (zone sahélienne du Cameroun) et planté comme haie vive dans les exploitations agricoles et comme plantation d'alignement dans les villes (foresterie urbaine).</p> <p>Des inventaires sont en cours de réalisation avec l'appui de la GIZ dans les régions sahéliennes du Cameroun et permettront d'avoir plus de détails sur le potentiel de cette espèce.</p>
4.5 Tendances géographiques	<p>Bien qu'en comparaison, le Cameroun (12,7%) et le Gabon (2,9%) ont montré des niveaux de réduction beaucoup plus faibles dans la forêt humide non perturbée, les auteurs ont noté que ces deux pays, aux côtés de la RDC, contiennent les plus grandes superficies de forêts converties en plantations d'arbres en Afrique, à 0,07 million d'ha, 0,04 million d'ha et 0,08 million d'ha respectivement (Vancutsem et al., 2021).</p>	<p>Les auteurs reconnaissent que le Cameroun a un taux de dégradation faible, contrairement à ce qui est développé semblant démontrer un fort taux de dégradation, sur la base des informations générales. Par ailleurs, les efforts du Cameroun en matière de renouvellement de la ressource et de restauration des paysages forestiers dégradés sont également reconnus.</p>
Menaces	<p>Tous les <i>Khaya</i> spp. à l'exception de <i>K. comorensis</i> étaient considérés comme globalement menacés dans Liste rouge de l'UICN en 1998 en raison de l'exploitation intensive du bois (Atelier régional africain, 1998 ; Hawthorne, 1998a ; Hawthorne, 1998b ; WCMC, 1998a ; WCMC, 1998b) ; les quatre continents africains les espèces ont été classées comme vulnérables, bien que ces évaluations soient actuellement annotées comme nécessitant une mise à jour (Atelier régional africain, 1998 ; Hawthorne, 1998a ; Hawthorne, 1998b ; WCMC, 1998b).</p>	<p>Informations à actualiser. Par ailleurs, D'après les LIGNES DIRECTRICES POUR L'APPLICATION DES CRITÈRES DE LA LISTE ROUGE DE L'UICN AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET NATIONAL, une évaluation du risque d'extinction seule (telle que le statut Liste rouge) n'est pas suffisante pour déterminer des priorités de conservation. Il faut aussi tenir compte d'autres facteurs, comme le statut et la taille de la population du taxon au niveau mondial, ses caractéristiques écologiques, ses valeurs économiques et culturelles, les aspects pratiques des actions de rétablissement, etc. (Voir le point 8 du Préambule des Lignes directrices régionales). La définition de priorités de conservation est un processus distinct d'un classement régional sur la Liste rouge.</p>

	<p>La mauvaise régénération après l'extraction des arbres matures a été mise en évidence dans les évaluations de la Liste rouge pour <i>K. anthotheca</i>, <i>K. grandifoliola</i>, <i>K. ivorensis</i> et <i>K. senegalensis</i> (Afrique Atelier, 1998 ; Hawthorne, 1998a; Hawthorne, 1998b; WCMC, 1998b), et <i>K. anthotheca</i> et CoP19 Prop. XXX – p. 9 <i>K. senegalensis</i> a également été signalé comme souffrant d'érosion génétique (Hawthorne, 1998a; WCMC, 1998b).</p>	<p>Information trop générale qui ne donne aucune précision. Par ailleurs le Cameroun n'est pas concerné de manière spécifique.</p>
6.4- Commerce illégal	<p>Cameroun : Une mission indépendante de surveillance des forêts menée par l'organisation environnementale Forêts et Développement Rural (FODER) en janvier 2018 a documenté l'exploitation forestière illégale menée par des entreprises opérant au-delà de leurs limites de récolte délimitées au Cameroun. Département du Mbam-et-Kim, Région du Centre du Cameroun (FODER, 2018). Au total, 162,8 m3 de bois récolté illégalement ont été enregistrés sur neuf espèces dont <i>K. ivorensis</i> (FODER, 2018).</p>	<p>Des cas ponctuels d'exploitation illégale peuvent exister. Diverses mesures sont mises en œuvre pour lutter contre les exploitants véreux notamment à travers la stratégie nationale de contrôle. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre des APV-FLEGT, le Cameroun renforce son cadre réglementaire national ainsi que le mécanisme de suivi de la légalité à travers un système de vérification de la légalité bâti autour d'un système informatisé de gestion des informations forestières (SIGIF 2). La traçabilité de tous les produits bois et dérivés étant garantie depuis les inventaires géoréférencés.</p>
6.5 Impacts réels ou potentiels sur le commerce	<p>L'exploitation commerciale des populations sauvages de <i>Khaya</i> spp. pour le marché international du bois est considéré comme une menace principale et continue pour le genre</p>	<p>Les quantités prélevées et exportées de ces différentes espèces, se basent sur les effectifs, les structures des peuplements et l'application des coupes à diamètres limites (Diamètre Minimum d'Exploitation), pour la majorité appliquée systématiquement dans les forêts de production, d'autant plus précisément qu'elles sont aménagées. Il n'y a pas surexploitation de ces essences en particulier ! * Le rythme d'exploitation de toutes ces essences est resté plus ou moins constant les six dernières années et proportionnel au potentiel des effectifs des peuplements naturels, conformément aux principes d'aménagement et de gestion durable ; * Il n'y a pas une pression spécifique sur les essences concernées. En effet, en dehors du Padouk rouge, ces essences ne sont pas parmi les 10 voir 15 essences les plus exploitées au Cameroun. Ces essences représentent environ 4% de la production nationale en 2019 et pris individuellement, chacune desdites essences représente moins d'1 % de la production nationale excepté le Padouk rouge (environ 2%).</p>
7. Instruments Légaux 7.1 National	<p>Des mesures législatives pour protéger les populations nationales de <i>Khaya</i> spp. sont en place dans plusieurs États de l'aire de répartition - ceux-ci sont décrits à l'annexe 3.</p>	<p>OUI pour le Cameroun. Cf précédents commentaires</p>

8. Gestion des espèces 8.1 Mesures de gestion	Cameroun : Des diamètres à hauteur de poitrine (DHP) de 80 cm ont été signalées pour <i>K. ivorensis</i> (Lemmens, 2008) et <i>K. grandifoliola</i> (Opuni-Frimpong, 2008).	Les diamètres à hauteur de poitrine (DHP) pris comme tel n'exprime pas un paramètre ou une mesure pertinente pour l'aménagement et la gestion durable. Par contre c'est le Diamètre Minimum d'exploitabilité qui est un paramètre important d'aménagement qui est utilisé et mesuré au DHP. Au Cameroun, ce diamètre est par défaut fixé de façon administrative, mais suivant la structure des peuplements dans certaines forêts de production, les mesure d'aménagement exigent qu'il soit relevé pour assurer la durabilité des prélèvements.
8.3 Mesures de contrôles 8.3.2 National	Aucune mesure de contrôle n'a été identifiée.	Bien que cette affirmation ne soit pas spécifique au Cameroun dans le document de l'UE, il convient de préciser que des mesures de suivi, de la traçabilité et de contrôle existent au Cameroun. Voir développement dans les précédents paragraphes sur le système national de vérification de la légalité, le système de traçabilité, le SIGIF 2, la stratégie nationale de contrôle
8.4 Sylviculture et reproduction artificielle	Des Essais de plantation d'enrichissement menés de 2009 à 2014 dans une concession forestière du sud-est du Cameroun a permis de constater que la culture de <i>K. anthotheca</i> dans des conditions légèrement ombragées plutôt qu'en plein air zones ont amélioré la croissance et réduit la mortalité induite par <i>H. robusta</i> (Doucet et al., 2016)	Le Cameroun met en œuvre le programme national de développement des plantations forestières. De même, divers engagements font l'objet de divers projets sur le terrain en faveur de restauration des forêts dégradées, notamment dans le cadre de la stratégie nationale REDD+, les initiatives AFR100 et BONN Challenge. Le renouvellement de la ressource dans les forêts de production est une obligation dans les plans d'aménagement qui indiquent suivant les types de forêts et de peuplements, les mesures appliquées.
Annexe 3: Instruments juridiques nationaux	Les grumes d'Acajou [<i>Khaya</i> spp.] ont été inscrites à l'annexe I-B de la loi sur l'application des lois forestières du Cameroun, Gouvernance et commerce (FLEGT) Accord de partenariat volontaire avec l'Union européenne comme produits prohibés à l'exportation (L'Union Européenne et la République du Cameroun, 2011). Notez que cela ne s'applique pas aux bois sciés et aux grumes transformées.	Effectivement, l'exportation du Cameroun de ces essences sous forme de grume est interdite pas seulement pour la destination Union européenne, mais pour tous les marchés internationaux. Cette mesure vise à renforcer la transformation plus poussée du bois au niveau local, afin d'ajouter la valeur aux produits forestiers exploités et de limiter l'écrémages de ces espèces. Seules les essences peu ou pas connues bénéficient de la dérogation d'exportation en grumes pour des besoins de promotion. Il convient également de préciser que le système de vérification de la légalité, bâti sur les principes de l'APV-FLEGT s'applique sur tous les bois et produits dérivés en circulation au niveau national (marché intérieur du bois) et à l'exportation, pour tous les marchés internationaux. Donc le régime d'autorisation FLEGT s'applique également sur ces types de produits, conformément au cadre légal et réglementaire en vigueur au Cameroun.
Conformité avec LA RESOLUTION 9.24 REV COP 17 DE LA CITES	Les critères (Annexes 2a et 2b) ne sont pas démontrés pour le cas du Cameroun. Plusieurs informations restent à collecter pour examiner si le critère est rempli. Plusieurs affirmations du document sont imprécises, voire erronées. En résumé, les auteurs se basent principalement sur l'état des populations des espèces savaniques pour justifier une inscription en annexe 2 de la CITES. Ils omettent d'examiner en détail la situation des populations des espèces des forêts denses humides alors que seules celles-ci font l'objet d'un commerce international majeur. Le principe du respect des 12 pages pour le document de projet N'EST PAS RESPECTE : les références commencent à la 17 ^{ème} page.	

GENRE PTEROCARPUS

Sous thème / Chapitre du projet de l'UE	Contenu du projet	Commentaires du MINFOF / besoin de clarification
Partisans	Côte d'Ivoire, Union européenne, Liberia, Sénégal et Togo	
Structure de la population	<p>Peu d'informations sont disponibles sur la structure de la population des espèces africaines de <i>Pterocarpus</i>, à l'exception de <i>P. soyauxii</i> (voir ci-après). Cependant, en général, étant donné que les plus gros spécimens d'espèces récoltées sont ciblés de manière disproportionnée pour la production de bois, on peut s'attendre à ce que le récent boom de l'exploitation illégale et non durable ait entraîné un biais de la structure de la population vers des spécimens immatures.</p>	<p>Des données existent. La source de ces affirmations n'est pas précisée pour une vérification.</p> <p>Les quantités prélevées de ces différentes espèces, se basent sur les effectifs, les structures des peuplements et l'application des coupes à diamètres limites (Diamètre Minimum d'Exploitation). Au Cameroun, ce diamètre est par défaut fixé de façon administrative. Cependant en fonction de la structure des peuplements, les mesures / décisions d'aménagement prises revoient à la hausse ces diamètres pour assurer la durabilité des prélèvements.</p> <p>Il n'y a pas surexploitation de ces essences en particulier !</p> <p>* Le rythme d'exploitation de toutes ces essences est resté plus ou moins constant les six dernières années et proportionnel au potentiel des effectifs des peuplements naturels, conformément aux principes d'aménagement et de gestion durable ;</p> <p>* Il n'y a pas une pression spécifique sur les essences concernées. En effet, en dehors du Padouk rouge, ces essences ne sont pas parmi les 10 voir 15 essences les plus exploitées au Cameroun. Ces essences représentent environ 4% de la production nationale en 2019 et pris individuellement, chacune desdites essences représente moins d'1 % de la production nationale excepté le Padouk rouge (environ 2%).</p> <p>La régénération naturelle de ces espèces n'est pas menacée. Globalement les inventaires réalisés au Cameroun démontrent que les espèces présentent des Structures de peuplement exponentielle en J inversé. C'est une distribution d'un peuplement forestier en équilibre donc à régénération constante dans le temps.</p> <p>S'agissant de l'exploitation illégale, des cas ponctuels peuvent exister. Diverses mesures sont mises en œuvre pour lutter contre les exploitants véreux notamment à travers la stratégie nationale de contrôle.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre des APV-FLEGT, le Cameroun renforce son cadre réglementaire national ainsi que le mécanisme de suivi de la légalité à travers un système de vérification de la légalité bâti autour d'un système informatisé de gestion des informations forestières (SIGIF 2).</p> <p>La traçabilité de tous les produits bois et dérivés étant garantie depuis les inventaires géoréférencés.</p> <p>Cependant, s'agissant spécifiquement du Kosso (<i>Pterocarpus érinaceus</i>), qui est disponible de façon parsemée dans les peuplements forestiers existants dans les régions sahéliennes du Cameroun, compte tenu des différentes pressions sur cette espèce, le MINFOF a pris certaines mesures pour sa gestion. Cette espèce a été classée comme Produit Forestier Spécial de catégorie A, soumise à une exploitation sous quota attribué après une commission interministérielle.</p>

Tendances géographiques	Le Cameroun (-12,7 %) et le Gabon (-2,9 %) ont enregistré des niveaux de réduction comparativement inférieurs ; cependant, l'étude a révélé que ces deux pays, aux côtés de la RDC, contiennent les plus grandes superficies de forêts converties en plantations d'arbres en Afrique, avec respectivement 0,07 million d'hectares, 0,04 million d'hectares et 0,08 million d'hectares (Vancutsem et al., 2021).	Cet argument confirme les efforts du Cameroun en matière de gestion durable des forêts, la lutte contre la déforestation et le développement des plantations forestières. Ce qui corrobore également avec cette affirmation qui précise que les valeurs d'indicateurs de suivi de la diminution du couvert forestier au Cameroun sont parmi les plus bas au niveau de la sous-région du Bassin du Congo, (taux de déforestation nette environ 0,06% entre 2000 et 2005 (Ernst, 2012); et taux de dégradation : 0,07 % (CIFOR , 2013)). En ce qui concerne les mesures de gestion forestière, au Cameroun, l'exploitation dans les forêts de production du domaine permanent est assujettie à l'élaboration des plans d'aménagement qui sur la base d'un certain nombre de paramètres d'aménagement, du potentiel des différentes espèces et de leurs structures de peuplement, fixent les décisions d'aménagement et de gestion. Les quantités prélevées de ces différentes espèces, se basent sur les effectifs, les structures des peuplements et l'application des coupes à diamètres limites (Diamètre Minimum d'Exploitation). Au Cameroun, ce diamètre est par défaut fixé de façon administrative. Cependant en fonction de la structure des peuplements, les mesures / décisions d'aménagement prises revoient à la hausse ces diamètres pour assurer la durabilité des prélèvements. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre des APV-FLEGT, le Cameroun renforce son cadre réglementaire national ainsi que le mécanisme de suivi de la légalité à travers un système de vérification de la légalité bâti autour d'un système informatisé de gestion des informations forestières (SIGIF 2). La traçabilité de tous les produits bois et dérivés étant garantie depuis les inventaires géoréférencés.
Instrument juridique au niveau national	Alors que la majorité des États de l'aire de répartition en Afrique semblent avoir mis en place une législation exigeant une gestion solide des forêts, cela ne s'est pas traduit par une gestion forestière adéquate sur le terrain ; tous les États de l'aire de répartition ont perdu des niveaux substantiels de couvert forestier au cours des 15 à 25 dernières années. Dans certains pays, ce taux de déforestation a rapidement augmenté ces dernières années, ce qui est alarmant. Les gouvernements des États de l'aire de répartition ont eu du mal à améliorer la gouvernance des ressources en bois	
Informations sur les espèces similaires	Des problèmes d'identification erronée peuvent survenir à deux stades successifs pour les essences ligneuses : (i) Lorsque les arbres sont debout. La confusion dans l'identification des individus d'espèces morphologiquement similaires impacte profondément la fiabilité des données d'inventaire forestier, donc par conséquent des paramètres de gestion importants comme la structure de la population, densité, aire de répartition, etc. ; et (ii) Lorsqu'il s'agit de bois (grumes, sciages, etc.). Cette identification carence a un impact direct sur la gestion des stocks, la surveillance du commerce, la lutte contre le crime organisé et corruption (Lavorgna et al., 2018), etc.	Sur le plan botanique, il y'a lieu de relever que la plupart de ces essences présentes au Cameroun sont morphologiquement identifiables les unes des autres dans la même espèce. Un système de traçabilité est en place et limite au maximum les risques de confusion d'essences. Les inventaires d'aménagement et d'exploitation spécifient clairement les différentes espèces, avec le géo référencement de toutes les tiges exploitables. Par ailleurs, ce système est davantage renforcé avec la mise en application du Système Informatique de Gestion des Informations Forestières de seconde génération (SIGIF 2) qui est le cœur du mécanisme de vérification de la légalité.

Conformité avec
LA
RESOLUTION
9.24 REV COP
17 DE LA
CITES

NB: Globalement l'Union européenne ne disposent pas de données fiables et d'arguments convaincants pour soutenir le projet d'inscription de toutes les espèces du genre *Pterocarpus*, originaires du Cameroun en annexe II de la CITES.

Les critères (Annexes 2a et 2b) ne sont pas démontrés pour le cas du Cameroun. Plusieurs informations restent à collecter pour examiner si le critère est rempli. Plusieurs affirmations du document sont imprécises, voire erronées. En résumé, les auteurs se basent principalement sur l'état des populations des espèces savaniques pour justifier une inscription en annexe 2 de la CITES. Ils omettent d'examiner en détail la situation des populations des espèces des forêts denses humides alors que seules celles-ci font l'objet d'un commerce international majeur.

Le principe du respect des 12 pages pour le document de projet EST RESPECTE : les références commencent à la 12^{ème} page.



NOTE DE POSITION

DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE A LA VISION COMMUNE DES ETATS-PARTIES A LA CITES DE L'ESPACE COMIFAC

relative à la proposition de l'Union Européenne pour
l'inscription des espèces végétales *Afzelia spp.*, *Khaya spp.* et
Pterocarpus spp. sur la liste des Annexes II de la CITES lors de
la CoP19-CITES du 14 au 25 Novembre 2022 au Panama.

Note de position de la République Centrafricaine sur les espèces végétales *Khaya spp*, *Azelia spp* et *Pterocarpus spp* à inscrire à l'annexe II de la CITES.

Dans le cadre des dispositions préparatoires relatives à la CoP.19 qui aura lieu au Panama du 14 au 25 novembre 2022, des réunions d'analyse scientifique sur les espèces *Khayaspp*, *Azeliasspp* et *Pterocarpus* à inscrire à l'annexe II de la CITES et l'examen de la notification aux parties du 8 juillet 2022 (REF.2022/052) se sont déroulées les 24, 29 août 2022 et le 1^{er} Septembre 2022 dans la salle de conférence du Ministère en charge des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche sous la présidence de Monsieur **Eugène BOUAWA**, Directeur de Cabinet dudit Ministère. 13 représentants des Services étatiques et opérateurs privés y ont participé.

Il y'a lieu de rappeler qu'à la différence de certains pays africains où l'exploitation forestière est une menace à la disparition des espèces *Khaya spp*, *Azelia spp* et *Pterocarpus spp* selon le rapport de l'Union Européenne. La RCA est l'un des pays les plus boisés de la COMIFAC avec environ 28.300.000 hectares (ha) de forêts, dont 9.250.000 de forêts fermées, soit près de 15% du territoire national.

Couvrant près de 9% du territoire national (environ 5.400.000 ha), les forêts denses de la RCA sont réparties en deux massifs (secteur Congo-guinéen de pluviométrie variant entre 1400 à 1800 mm3) : le massif du sud-ouest d'une superficie de 3.787.777 ha, dont 2.608.700 ha de forêts productives avec un potentiel global d'environ 866 millions de m³, toutes essences et types de bois confondus ; et le massif du sud-est (Forêt de Bangassou) d'une superficie de 1.600.000 ha, non encore exploité.

Dans le secteur soudano-guinéen qui couvre plus de 80% du territoire national, les espèces de *Khaya spp*, *Azelia spp* et *Pterocarpus spp* sont abondantes et disséminées (selon Yves Boulvert, 1986).

La RCA dispose d'environ 300 espèces d'arbres exploitables pour un volume exploitable de près de 241 millions de m³ et dispose de mécanisme d'aménagement cohérent qui ne pose pas de problème de régénération.

L'exploitation forestière industrielle pourvoyeuse d'emploi et de recettes à l'Etat est soumise à un Permis d'Exploitation et d'Aménagement et à une convention d'aménagement-exploitation entre l'État et l'exploitant forestier. Ce mécanisme constitue une mesure rigoureuse de gestion durable et pérenne des ressources forestières.

D'après les résultats d'inventaire (2018-2022) d'une dizaine d'entreprise forestière en activité en République Centrafricaine, les espèces *Khaya spp*, *Azelia spp* et *Pterocarpus spp* sont abondantes en volumes exploitables. Le volume total pour le *Khaya grandifolia* est de 306 177 m³, celui d'*Azelia pachyloba* est de 92 248 m³ et le *Pterocarpus soyauxii* de 1 704 073 m³.

Comme souligné par **Jean-Louis Doucet Professeur de foresterie tropicale, Gembloux Agro-Bio Tech, Université de Liège, Belgique** dans l'Analyse du document proposé par l'UE, *les Afzelia sont des espèces tolérant l'ombrage n'ayant pas de déficit de régénération (Donkpegan, 2017). La faible croissance diamétrique est en effet un trait fréquent des espèces tolérant l'ombrage. Les structures de populations (répartition du nombre de pieds par classes de diamètre, voir ci-après) montrent une grande abondance de pieds de faible diamètre. La régénération des espèces forestières d'Afzelia n'est donc généralement pas problématique.*

Selon l'Institut forestier européen, 2020, la République Centrafricaine, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Gabon, le Ghana et le Libéria ont signé des accords de partenariat volontaire (APV) FLEGT juridiquement contraignants avec l'UE pour garantir que le bois et les produits dérivés exportés vers l'UE soient d'origine légale.

A cet effet, pour la RCA, la menace de disparition des espèces *Khaya spp*, *Afzelia spp* et *Pterocarpus spp* est faible et ne pourraient être inscrites dans la Liste des annexes II de la CITES. La RCA a plus besoins d'un appui technique et financier des partenaires au développement pour la réalisation de l'inventaire en vue de disposer des données scientifiques à l'échelle nationale.

Fait à Bangui, le 25 Août 2022

Le Comité ministériel préparatoire

China



中华人民共和国濒危物种进出口管理办公室
**The Endangered Species Import and Export
Management Office of the People's Republic of China**

From: Mr. Wan Ziming
Deputy Director General, Wildlife Conservation Department, China
National Forestry and Grassland Administration / The Endangered
Species Import and Export Management Office of the People's Republic
of China (China CITES Management Authority)

Tel: +86 10 84238447
Fax: +86 10 84239680

To: Ms. Ivonne Higuero
CITES Secretary-General

Fax: +41 22 7973417
Date: 19 September 2022

**Subject: China's Comments on Amendments of Appendices I and II of the
Convention**

Dear Ms. Ivonne Higuero,

Greetings from China CITES Management Authority (CCMA).

Thanks for the efforts of CITES secretariat, No. 2022/052 notification has been well received, and after our serious study, comments to those proposals are as follows:

Proposal 37、38、40、42

Considering that the conservation of the listed Holothuria spp. and shark species has not achieved the desired effect, and that the lack of effective scientific data support for the relative species in the present technical reports, therefore we object to the submission of the proposals that to discuss the listing of all the species of Carcharhinidae spp. Rhinobatidae spp. Sphyrnidae spp. and Thelenota spp. to the conference.

Regards,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Wan Ziming', is written over the typed name.

Mr. Wan Ziming
Deputy Director General, Department of Wildlife Conservation, National Forestry and
Grassland Administration of China /
The Endangered Species Import and Export Management Office of the People's
Republic of China (China CITES Management Authority)



中华人民共和国濒危物种进出口管理办公室
**The Endangered Species Import and Export
Management Office of the People's Republic of China**

From: Mr. Zhang Zhizhong
Director General, Wildlife Conservation Department, China National
Forestry and Grassland Administration / Executive Director General, The
Endangered Species Import and Export Management Office of the
People's Republic of China (China CITES Management Authority)

Tel: +86 10 84238447
Fax: +86 10 84239680

To: Ms. Ivonne Higuero
CITES Secretary-General

Fax: +41 22 7973417
Date: 13 September 2022

**Subject: China's Comments on Amendments of Appendices I and II of the
Convention**

Dear Ms. Ivonne Higuero,

Greetings from China CITES Management Authority (CCMA).

Thanks for the efforts of CITES secretariat, No. 2022/052 notification has been well received, and after our serious study, comments to those proposals are as follows:

Proposal 8 Include *Kittacincla malabarica* (White-rumped shama) in Appendix II

Comments: We support the proposal to include the White-rumped Shama (*Kittacincla malabarica*) in Appendix II, but not including the Chinese population.

Regards,

Mr. Zhang Zhizhong

Director General, Department of Wildlife Conservation, National Forestry and
Grassland Administration of China /

Executive Director General, The Endangered Species Import and Export Management
Office of the People's Republic of China (China CITES Management Authority)

Comments of the Government of Japan on the CITES/CoP19 Prop.49 to transfer of the Paubrasilia echinata (Brazil wood) from Appendix II to Appendix I

The Government of Japan is of the opinion that further discussion is necessary to transfer Brazil wood from Appendix II to Appendix I.

Parties should note the conservation activities conducted by International Pernambuco Conservation Initiative in order to realize sustainable use for string musical instruments.

While Japan understands the background and efforts toward the conservation of the Brazil wood by the Brazilian government, the proposal is not appropriate to be adopted hastily without in-depth discussion, especially in relation to the following two points.

- There should be scientific evidence to determine whether the wild population of Brazil wood is small and whether it has a restricted area of distribution, as claimed by the proponent.
- There should also be scientific evidence on whether further measures under the current Appendix II can be taken. Japan considers further measures can be conducted under the current Appendix II, such as stricter enforcement on domestic illegal logging and international trade, and international cooperation to preserve current wild fauna and flora while minimizing the harmful effect to the traditional music industry and culture.

Comments of the Government of Japan on the CITES/CoP19 Prop.5 to transfer of the *Loxodonta Africana* (African elephant) populations of Botswana, Namibia, South Africa, and Zimbabwe from Appendix II to Appendix I

This proposal is not appropriate to be adopted for the following reasons.

First, a species should be included in Appendix I only if it meets biological and trade criteria for such an inclusion, considering the fundamental principles under Article II paragraph 1 of the Convention.

At CoP18, following rejection in CoP17, a proposal was made to transfer four populations of African elephant in southern Africa from Appendix II to Appendix I. Nevertheless, both proposals were rejected because they did not meet the biological criteria for inclusion in Appendix I as set out in Annex I of Res. Conf. 9.24 (Rev. CoP17), when looking at the trends of estimated population and distribution area based on the latest data by the African Elephant Database (AED).

The current proposal mentions African Elephant Status Report 2016 which is based on the latest data by AED as reference of the number of populations, and since CoP18 there have been no substantial changes nor new facts that indicate a marked decline of the African elephant populations in southern Africa.

Therefore, this proposal should be treated as same as the past two proposals (CoP17 Prop.16 and CoP18 Prop.12) since the proposed African elephant populations still do not meet biological criteria for inclusion of Annex I of Res. Conf. 9.24 (Rev. CoP17).

In addition, in the past two CoP discussions, four range countries expressed opposition to these up-listing proposals. In proposing an amendment to the Appendix, the position of the range states should be respected because they have detailed information on the status of the habitat and trade of the species, and are responsible for its management.

In any case, those four countries that own such population also intend to utilize the benefits from trade for the conservation of elephants and the development of local communities. Japan considers that different approaches toward elephant conservation should be recognized and encouraged in accordance with the circumstance of the respective range Parties.

In 6.5 of this proposal, it is stated that “There are no rigorous studies with hard data on the resources generated by legal trade that have been re-invested in elephant conservation. In any event, it is clear that the financial requirements of adequate conservation schemes are considerable and that the products of legal trade have been and will remain insufficient.” However, this statement is not appropriate because as Japan already pointed out when the same contents were written in CoP18 Prop12, it is reported by SC 58 Doc. 36.3 (Rev. 1) that proceeds of the one-off-sale of ivory were used for the conservation of elephants.

For these reasons, Japan considers that adoption of this proposal is inappropriate.

Furthermore, this proposal points out loopholes in the domestic regulatory framework in Japan. However, ivory export and import are prohibited in principle in Japan, in accordance with CITES. Under these circumstances, it is unlikely that criminal organizations and others, shouldering a risk of being detected at the border and within Japan, would smuggle ivory originating from poachers into Japan, even at the cost of transportation, and then export it again to a third country under false pretense of being legal ivory (so-called "laundering" of poached ivory). And in fact, there have been no such cases. Japan is also working to prevent ivory from being taken out of Japan without proper authorization through public awareness-raising and cooperation with relevant countries.

On the other hand, concerns are raised over the cases of large-scale illegal international ivory trade are still being detected while having no connection to Japan. The very first thing to do for elephant conservation should be addressing the demand for illegal products that incentivize the illegal international trade involving poaching.

In Japan, the amended Act on the Conservation of Endangered Species of Wild Fauna and Flora (ACES) has been enforced strictly, monitoring trade, and raising public awareness. ACES also applies to online trade as same as in-person trade, thereby contributing to measures against inappropriate trade taken in coordination with related organizations and stakeholders, including online platform operators. The Government of Japan will continue to carefully examine the situation of domestic ivory transactions and tackle together with the private sector so as to thoroughly eliminate those business

operators that cannot manage their transactions appropriately from the domestic markets.

Japan has contributed to combatting elephant poaching through the MIKE program. Since COP18, Japan has provided financial support to projects in Zambia, Rwanda, and Botswana. Although the completion of some projects have been delayed due to the COVID-19 pandemic, the construction of a poaching surveillance facility in Zambia was completed in June 2022. In this way, Japan will continue to combat illegal wildlife trade, including elephants, through close cooperation with partners in the international community.

Please refer to the document (SC74 Doc.39 Annex 5) submitted to the Secretariat April last year for details on measures to ensure that Japanese domestic ivory market is not contributing to poaching or illegal trade.

Comments of the Government of Japan on the CITES/CoP19 Prop.37(Proposal for listing family Carcharhinidae (requiem shark) to Appendix II and the CITES/CoP19 Prop.40: (Proposal for listing family Rhinobatidae (guitarfishes) to Appendix II)

1 Japan considers that the proposal should be rejected for the following reasons.

(1) Procedural deficiencies in the consultation with range states

It should be noted with concern that this proposal was submitted without undergoing the consultation with range States in accordance with Resolution 8.21 (Rev. COP16). In fact, it was only a Notification titled “Consultation with range States” (No. 2022-043) that was circulated in a short notice before the submission deadline of the proposal, and it did not include necessary information for range states to understand details of the proposal. It was not possible for range states to provide relevant information and consult the proponents.

(2) Most species assessed not meeting the CITES listing criteria for Appendix II

The 7th FAO Expert Advisory Panel concluded from scientific perspectives that 1) out of the main 19 species, only 3 species meet the listing criteria and the remaining species don’t; and that 2) the 35 species proposed as “look alike” are not justified to meet the criteria and the listing of such species will only result in the increase of enforcement burden and undermine the effectiveness of species management.

(3) Negative impacts arising from the abuse of the “look-alike” criteria

The so-called “look-alike” criteria should be applied for the respective 35 species that are proposed to be listed because of their resemblance with the 19 species whose populations are alleged to be declining (FAO 2022). In addition, many of the species proposed as “look-alike” are visually distinguishable from the 19 species (FAO 2022); their habitats are different from the 19 species and they are caught/landed/traded separately. Therefore, we consider that the listing of the “look alike” species doesn’t contribute to the conservation of the 19 species at all and that this proposal abuses the “look-alike” criteria, unnecessarily restricting the fair international trade of species, in particular, such as blue shark that exists abundantly and is well managed by the relevant organizations and countries (see Annex). Allowing for such an abuse of the “look alike” criteria would undermine the enormous efforts by the fisheries sector to ensure sustainable use of those species and, in the long run, would pose threats against securing food security and sustainable developments in local communities.

(4) Undermining the effectiveness of enforcement

This proposal contains the listing of many species, including the well-managed and

commercially exploited blue shark. If the proposal is adopted, it is highly likely that a large number of CITES permits for blue shark will be issued and the unnecessary administrative burden will increase, just undermining the effectiveness of enforcement by Parties including those with insufficient capacities and thus not contributing to the conservation of the 19 species (FAO 2022).

(5) Increasing opportunities for the use of ID technologies

Today, there are ample opportunities for applying cost efficient technologies for identification of shark products, such as DNA analysis and 3D printing (FAO 2022), which were not available when the “look alike” criteria were established. It is never reasonable nor appropriate to list a large number of “look-alike” species that would consequently increase administrative burden and undermine the effectiveness of enforcement, while not adequately examining the possibility of applying and promoting such technologies.

1. COP19 Prop.40: Proposal for listing family Rhinobatidae (guitarfishes)

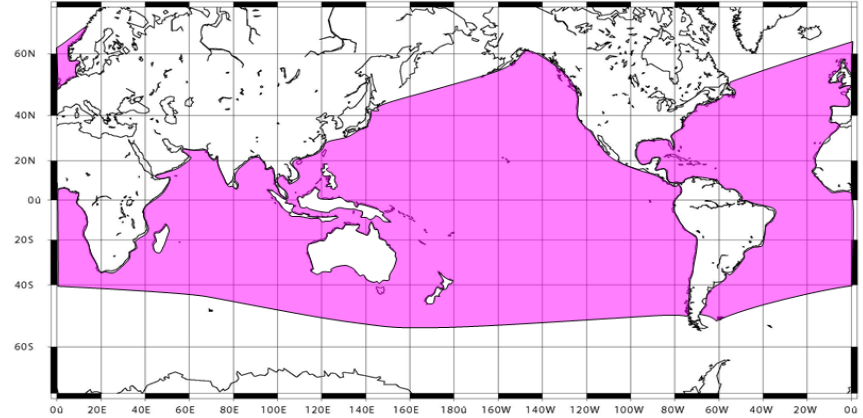
Japan considers that the proposal should be rejected because available data indicates that the international trade is not the key driver of exploitation (FAO 2022). The proposal also does not satisfy the requirements for a listing proposal with the same reason as 1(1) above. It was only a Notification titled “Consultation with range States” (No. 2022-040) that was circulated in a short notice before the submission deadline, and it did not include necessary information for range states to understand details of the proposal.

Reference:

FAO (2022). Report of the 7th FAO expert advisory panel for the assessment of proposals to amend appendices I and II of CITES concerning commercially-exploited aquatic species. Rome, 18-22 July 2022. <https://www.fao.org/fishery/en/cites-fisheries/ExpertAdvisoryPanel#seventh>



Blue Shark (*Prionace glauca*)



● Table: Stock status of Blue Shark (*Prionace glauca*)

Management area	Year	Stock status*	Assessment institution
North/South Pacific	North:2022 South:2021	Good	North: ISC South: SPC/WCPFC
Indian Ocean	2021	Good	IOTC
North/South Atlantic	2015	North : Good South : Under investigation (increasing biomass trend)	ICCAT

Note: “Good” denotes the latest stock status is not likely overfished and overfishing is not likely occurred, given the MSY-based reference points.

● Management of Blue Shark in the Atlantic Ocean by ICCAT*

- 52 Contracting Parties including Panama
- North Atlantic
 - Total Allowable Catch (TAC) : 39,102 t
 - Maximum catch limit for contracting parties

EU	32,578 t
Japan	4,040 t
Morocco	1,644 t
Total	38,262 t

- South Atlantic
 - Total Allowable Catch (TAC) : 28,923 t

*ICCAT: International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas



**FEDERAL MINISTRY OF ENVIRONMENT
FEDERAL DEPARTMENT OF FORESTRY**

Plot 393/394, Augustus Aikhomu Way, Utako, Abuja, FCT.

Ref: FMENV/GEN/COP19/I/31

Date: 13th September, 2022.

CITES Secretariat

International Environment House

11 Chemin des Anemones

CH-1219 Chatelaine

Geneva

Switzerland

Sent by email to: info@cites.org

RE: Comments from the government of Nigeria on CITES listing proposals submitted to the 19th meeting of the Conference of the Parties

Dear CITES Secretariat,

I am pleased to send you Nigeria's comments on the listing Proposals submitted to CITES CoP19.

Thank you for considering our views and we look forward to discussing these Proposals further in Panama.

Please accept, the assurances of the Director of Forestry warm regards.

Okunuga Mathew Olufemi

For: Director, Forestry

Nigeria

Nigeria's comments on key listing proposals submitted to CITES CoP19

1) CoP19 Prop 1: Transfer of *Hippopotamus amphibius* from Appendix II to Appendix I.

This proposal has been submitted by: Benin, Burkina Faso, Central African Republic, Gabon, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Senegal, Togo

Nigeria is a range State for *Hippopotamus amphibius*. The Nigerian hippo population is decreasing and only 100 – 200 individuals remain. However, there is an urgent need for updated survey data as the actual status of hippo in Nigeria is poorly known.¹

Nigeria would like to highlight that a 1% offtake of hippo can lead to a high probability of population declines over 30-40 years, when combined with other factors affecting hippos throughout their range such as rainfall variability and habitat loss (Lewison, 2007; Lewison & Pluháček, 2017). According to Moneron & Drinkwater (2021), the offtake from legal and illegal trade in hippo ivory between 2009 and 2018 was approximately 1%. However, this is based on known (legal and illegal) trade data. The report notes that “*Given the likelihood that additional trade information has gone undetected or unreported, the exclusion of quantities of hippo ivory carvings and jewellery reported in terms of number, and the relatively conservative conversion factors this research used, these offtakes may be an underestimate.*”

Furthermore, the offtake calculation also “*relied on population estimates that may be outdated or were under-or-overestimated at the time (Lewison & Pluháček, 2017)*”. The report further acknowledges that assessing levels of offtake more accurately would require censuses in range States where population status data is lacking.

There is, therefore, uncertainty surrounding real levels of offtake, which may be significantly higher than 1%. Given this uncertainty, Nigeria is of the opinion that Parties should consider the Precautionary Principle when reviewing this Proposal.

Recognizing the high degree of uncertainty with regard to hippo population status and that the conservation status of the species has demonstrably deteriorated since CoP9 when the hippo was first listed on Appendix II, Nigeria believes that *Hippopotamus amphibius* meets the criteria for inclusion in CITES Appendix I. This uplisting would ensure that international trade for primarily commercial purposes will not contribute to further declines and will assist range, transit, and consumer Parties to combat illegal trade.

2) CoP19 Prop. 16: Inclusion of the helmethead gecko (*Tarentolachazaliae*) in Appendix II

This proposal has been submitted by: Mauritania and Senegal.

Nigeria notes that IUCN Red List data for this species is out of date, and that precise information about the status of the population is lacking. We further note that although the species is in

¹[Common hippopotamus in Nigeria: New census data and literature review confirm the conservation importance of sites outside protected areas - Baker - 2020 - Aquatic Conservation: Marine and Freshwater Ecosystems - Wiley Online Library](#)

international trade (particularly for the pet trade), there is limited data available about the precise scale of the trade.

Nigeria therefore believes that listing the species on Appendix II would enable the range States and consumer States to properly monitor and regulate the international trade in this species, which is clearly of very limited distribution.

Taking into account the Precautionary Principle and recognizing that inclusion of the species 'is required to ensure that the harvest of specimens from the wild is not reducing the wild population to a level at which its survival might be threatened by continued harvesting or other influences' (RC9.24) Nigeria supports CoP19 Prop 16.

3) CoP19 Prop. 37: Inclusion of Carcharhinidae spp. (Requiem sharks) in Appendix II

This proposal has been submitted by: Bangladesh, Colombia, Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, European Union, Gabon, Israel, Maldives, Panama, Senegal, Seychelles, Sri Lanka, Syrian Arab Republic, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

Nigeria is aware that all of the 19 'lead' species in this Proposal are categorized as either Critically Endangered or Endangered by the IUCN Red List. Furthermore, we note that several species greatly exceed Criteria for Appendix II and many actually meet the Criteria for Appendix I, given high levels of trade and declining populations.

Nigeria is extremely conscious of the enforcement challenges regarding identification of shark species. Nigeria authorities, with support from NOAA, have participated in trainings for enforcement officers on identification of CITES-listed shark and ray species. Our experiences resulting from these trainings were that listing groups of species at a family-level, such as is being proposed in CoP19 Prop 37, will greatly simplify the enforcement process for sharks, particularly with regard to look-alikes. For this reason, Nigeria strongly supports this Proposal.

4) CoP19 Prop. 40: Inclusion of Rhinobatidae spp. (Guitarfishes) in Appendix II

This proposal has been submitted by: Israel, Kenya, Panama and Senegal.

The presence of Guitarfish in an ecosystem contributes to the healthy functioning of sea grass beds, which in turn are recognized as providing essential ecosystem services to humans. Guitarfish are also an important prey species to larger marine animals.

Nigeria is a range State for: Common Guitarfish (*Rhinobatos rhinobatos*), White-spotted Guitarfish (*Rhinobatos albomaculatus*) and Spineback Guitarfish (*Rhinobatos irvinei*). All three of these species are classified as Critically Endangered by IUCN.

In Nigeria, Guitarfish provide an important source of protein for coastal communities and we are aware that all three species (plus Blackchin Guitarfish, *Glaucostegus cemiculus*), are under serious threat from illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing across West Africa.

Nigeria believes that these species clearly meet the criteria for Inclusion in Appendix II and therefore we support this Proposal.

5) CoP19 Prop. 46: Inclusion of African populations of *Azeliaafricana*, *A. bipindensis*, *A. pachyloba* and *A. quanzensis* in Appendix II, with annotation #17.

This proposal has been submitted by: Benin, Côte d'Ivoire, European Union, Liberia and Senegal.

International trade in *Azeliaafricana* is of increasing concern to Nigeria. On 11 April 2022, Nigeria launched its **National Strategy to Combat Wildlife and Forest Crime in Nigeria, 2022 – 2026**. This Strategy notes the following:

*“Fieldwork reports suggest that traders are switching to exporting *Azeliaafricana* and that *P. erinaceus* logs are piling up at cutting sites. Such a switch in species is a typical response of wildlife crime perpetrators to increased enforcement and does not bode well for the future of *A. africana*.”*

Given this recent escalation in trade, and aware of the threats to the species, Nigeria would welcome international regulation of African *Azeliaafricana* spp. For this reason, Nigeria supports CoP19 Prop 46. We would also welcome enforcement support for Nigeria and the wider West African region, to ensure authorities are prepared to identify and regulate trade in the species following the CITES listing.

6) CoP19 Prop. 50: Inclusion of all African populations of *Pterocarpus spp* in Appendix II with annotation #17

This Proposal has been submitted by: Côte d'Ivoire, European Union, Liberia, Senegal and Togo.

The pervasive illegal trade in *Pterocarpus erinaceus* is well documented by CITES. Nigeria is fully committed to addressing this illegal trade, and in coordination with the CITES Secretariat, Nigeria has undertaken several measures to address that trade, with a view to ensuring full compliance with CITES.

With regard to CoP19 Prop. 50, the Proposal makes it clear that there are high and increasing levels of international trade in *P. erinaceus*, *P. angolensis* and *P. soyauxii*.

Nigeria is aware of the wider consequences of illegal trade in this nitrogen-fixing species, with illegal and unsustainable levels of trade likely to have an impact on climate change mitigation measures and desertification in some West African countries.

Given that it can be challenging for enforcement authorities to distinguish between the different species of *Pterocarpus*, Nigeria agrees with the Proponents that all *Pterocarpus spp.* meet Criterion A of Annex 2b (Resolution Conf 9.24), namely they resemble specimens proposed for inclusion in Appendix II (lookalike criteria). Nigeria therefore supports CoP19 Prop. 50. We would also welcome enforcement support for Nigeria and the wider West African region, to ensure authorities are prepared to identify and regulate trade in the species following the CITES listing.

7) CoP19 Prop. 51: Inclusion of African populations of the genus *Khaya* in CITES Appendix II, with annotation #17.

This Proposal has been submitted by: Benin, Côte d'Ivoire, European Union, Liberia and Senegal.

As the Proposal indicates, harvesting has had a significant impact on *Khaya* species in Nigeria. Significant exploitation of *Khaya* timber for international trade, alongside illegal exploitation, is of concern.

Nigeria notes in particular the high volumes of timber being traded as reported in the Proposal, including that *“China imported African mahogany products (which can include other species)*

equivalent to a total weight of > 23 million kg from Khaya spp. range States; the United States of America and the European Union are other key importers of African mahogany.”

Nigeria agrees with the Proponents that *Khaya spp.* meet Criterion B set out in Annex 2 of Resolution Conf 9.24. Nigeria therefore supports CoP19 Prop. 51. We would also welcome enforcement support for Nigeria and the wider West African region, to ensure authorities are prepared to identify and regulate trade in the species following the CITES listing.



United States Department of the Interior



FISH AND WILDLIFE SERVICE
International Affairs
5275 Leesburg Pike, MS: IA
Falls Church, VA 22041-3803

In Reply Ref. to:
DSA\CITES\CoP19\US Response to Notification 2022/052

CITES Secretariate
International Environmental House
11 Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine-Geneve
Switzerland

Via email:info@cites.org

Dear Secretary General Higuero:

This letter provides the United States' response to Notification to the Parties No.2022-052, which requests comments from the Parties on the proposals submitted to the Secretariate for amendment of Appendices I and II of the Convention for consideration at the 19th meetings of the Conference of the Parties. If you have any questions concerning the information we have provided, please feel free to contact me at rosemarie_gnam@fws.gov.

Sincerely

9/15/2022

X

Rosemarie Gnam
Chief, Division of Scientific Authority
Signed by: ROSEMARIE GNAM

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop 1 Hippopotamus amphibius

One technical issue that the United States of America found with this proposal was that the proponents did not indicate the exact Criterion under Resolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17), Annex 1, paragraph C, that the species meets.

- Under heading "A. Proposal", the proponents note the "Transfer *Hippopotamus amphibius* from CITES Appendix II to Appendix I, in accordance with: Article II, paragraph 1, of the Convention: "Appendix I shall include all species threatened with extinction which are or may be affected by trade;" and Resolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17), Annex 1, paragraph C: "A marked decline in the population size in the wild, which has been either: i) observed as ongoing or as having occurred in the past (but with a potential to resume); or ii) inferred or projected on the basis of any one of the following: a decrease in area of habitat; a decrease in quality of habitat; levels or patterns of exploitation; a high vulnerability to either intrinsic or extrinsic factors; or a decreasing recruitment."
- But the proposal does not indicate whether or not the proponents believe the species meets the criteria in paragraph C(i), C(ii), or both.
- The proponents provide information and justification to explain why they believe the species has experienced "A marked decline in the population size in the wild" (first portion of paragraph C), however, they do not connect the detailed information and data provided in the proposal with the criteria laid out in paragraph C(i), C(ii), or both.

We believe that it would be helpful for the proponents of this proposal to clarify which criteria under Resolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17), Annex 1, paragraph C, that the species meets, and make sure that they tie the data and detailed information in their proposal to how the species meets the criteria laid out in paragraph C(i), C(ii), or both.

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop. 2 Ceratotherium simum simum

The United States seeks clarity from Namibia as to how they will eliminate the risk of rhinos being exported or re-exported to be used for commercial purposes, such as harvest of their horns. How will the animals, their offspring, and their parts, derivatives, and products be prevented from entering commercial trade?

The United States seeks confirmation from Namibia that they understand the proposed annotation text "live animals for in-situ conservation only" to mean Article IV requirements for Appendix II specimens apply only when the live animals are traded to destinations in the species natural range for conservation purposes – i.e., to places where they are or were previously found in Africa, to help replenish dwindling populations. Article III requirements for Appendix I specimens would apply to all other trade in live rhinos from Namibia, including to destinations outside the species natural range.

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

The United States seeks clarity on how Namibia plans to distribute money for conservation obtained from the sale of rhinos since the majority of rhinos are held in private ownership.

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop 11 *Caiman latirostris*

For clarification the United States seeks more information and details on the following:

1. Why, if Brazil intends to implement a zero quota for ranched and wild harvested specimens, is this not included as an annotation?
2. The United States seeks more details about how a zero quota will be implemented and enforced domestically and internationally.
3. The United States seeks more details about methods used to assess distribution and population size, as well as additional information about population trends for population(s) of *C. latirostris* in Brazil.

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop 12 *Crocodylus porosus*

For clarification the United States would like more details on the following:

1. Why, if the Philippines is proposing to initiate a ranching program for *C. porosus* in Palawan Islands, was the proposal not submitted under Resolution Conf. 11.16 (Rev. CoP15) on *Ranching and trade in ranched specimens of species transferred from Appendix I to Appendix II*?
2. The United States seeks more details about methods used to assess population size of the Palawan Islands *C. porosus* population.
3. The United States seeks more details about the proposed ranching program, including planned implementation and enforcement measures.
4. The United States would like to know if any of the five nationally registered (non-CITES Registered) crocodile farms are on the Palawan Islands and whether they will have a role in the ranching program.

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop 15: *Cyrtodactylus jeyporensis*

The United States would like to know if there is additional information that can be provided regarding the level of legal and/or illegal international trade in this IUCN endangered gecko species.

General Comment Regarding All U.S. Species Proposals:

Here we provide additional information regarding the species proposals that the United States submitted for consideration at CoP19. The United States would like to clarify the Federal – State government's efforts to manage terrestrial wildlife resources in the United States. This explanation is applicable to understanding our rationale for the species proposals we submitted for reptile species.

In the United States, Federal authority for fish and wildlife exists for specified purposes while State authority regarding fish and resident wildlife remains the comprehensive backdrop applicable in the absence of specific, overriding Federal law such as CITES and our CITES-implementing legislation, the Endangered Species Act. Because fish and wildlife are dependent

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

upon habitats on private and public lands managed or subject to administration by many Federal and State agencies, and because provisions for the protection, maintenance and enhancement of fish and wildlife and the regulation for their use are established in many laws and regulations involving a multitude of Federal and State administrative structures, the effective stewardship of fish and wildlife requires the cooperation of the several States and the Federal Government.

Although wild harvest and captive-breeding facilities are regulated domestically by individual U.S. States, the level of regulation varies from State to State. An Appendix-III listing focuses our analysis in our permitting decisions on whether the specimen was acquired legally in accordance with relevant state law. **Without an Appendix II listing we are unable at a national level to regulate the trade to ensure it is biologically sustainable through the making of non-detriment findings for export permits.** It is also more difficult to verifiably assess the parental stock of captive-breeding operations to determine if they are closed systems established in a manner not detrimental to the survival of the species in the wild and meet the requirements of Resolution Conf. 10.16 (Rev.). In addition to meeting the requirements for an Appendix-II inclusion, the listing itself will have the benefit of enabling these findings at a national level, for example to ensure that gravid females are not being taken from the wild at unsustainable levels to supply the trade. We find that inclusion of species in CITES Appendix II complements States efforts to manage the species and provides national action to regulate international trade in U.S. native species.

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop 19 *Phrynosoma platyrhinos*

We would like to provide further information to strengthen the argument that regulation of trade through inclusion in Appendix II would be needed and give clarification on why Appendix III is not considered as a relevant first step to further monitoring trade in this species.

While inclusion in Appendix III can be a helpful tool, species are not required to be included in Appendix III prior to being included in Appendix II. An Appendix-III listing focuses our analysis in our permitting decisions on whether the specimen was acquired legally in accordance with relevant state law. With an Appendix-III listing, we are unable at a national level to regulate the trade to ensure it is biologically sustainable through the making of non-detriment findings for export permits.

Inclusion in Appendix II would address the biological sustainability of trade and require the assessment of biological impacts of trade via Non-Detriment Findings. Species that meet the criteria for Appendix II are to be included in Appendix II. Our proposal explains that the species meets the provisions of Article II, paragraph 2(a) of the Convention, in accordance with Resolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17), Annex 2a, Criterion A and Criterion B. Criterion A states, "It is known or can be inferred or projected, that the regulation of trade in the species is necessary to avoid it becoming eligible for inclusion in Appendix I in the near future".

- There are no range wide or localized population estimates on the species, and therefore, the number of individuals is unknown. Though common in comparison to other horned lizard species, population numbers may be lower, or decreasing faster, than originally thought.

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

- The desert horned lizards faces a suite of threats, including habitat loss, fragmentation, and direct mortality as a result of urbanization, agricultural development, energy development, off-road vehicle use, livestock grazing, drought, pesticides, and impacts of non-native/invasive species.
- The associated negative impacts of trade are amplified by these concurrent threats, which could lead to the species meeting the criteria for inclusion in Appendix I in the near future.

Criterion B states, “It is known, or can be inferred or projected, that regulation of trade in the species is required to ensure that the harvest of specimens from the wild is not reducing the wild population to a level at which its survival might be threatened by continued harvesting or other influences.”.

- The biological sustainability of international trade in the desert horned lizard is unknown because Non-Detriment Findings have not been completed.
- The pet trade is known to be a high driver for demand of the species and trade data that are available indicate that over 95% of individuals are sourced from the wild.
- Unfortunately, desert horned lizards are very difficult to keep in captivity due to their specialist dietary needs, and the majority of them die.
- High rates of mortality as pets may lead to increases in the capture of wild individuals as replacements, thus perpetuating a cycle of potentially unsustainable harvest that may reduce the population to a level at which harvest and additional threats to the species (habitat loss, fragmentation, pesticides, drought) may threaten its survival.

In monitoring the U.S. exports of this native species, our LEMIS trade data show large quantities of individuals being traded for predominately commercial purposes, making the evaluation of the biological sustainability of this trade a concern. **The United States traded approximately 8,568 live individuals from 2013 to 2017, with 96% of those being sourced from the wild.** In making CITES Non-Detriments Findings we will consider domestic use, particularly regarding the pet trade within the United States. In addition, this species has a specialized diet and does not do well in captivity. Therefore, we expect mortality after capture from the wild and replacement of individuals in the pet trade to meet demand for specimens. These factors will be accounted for making the CITES NDF and ensuring that trade is regulated and not detrimental to the species' survival in the wild.

Some states in the United States where desert horned lizards are native have regulations for the species, but these are highly variable and current harvest is not monitored. There is currently no Federal regulation of the trade in this species. Inclusion of the desert horned lizard in CITES Appendix II can complement current regulations and management efforts in states within the United States and ensure that trade is both legal and biologically sustainable. It is worth noting that the other range country of the species, Mexico, also submitted a proposal to include the entire *Phrynosoma* genus, including *P. platyrhinos* in Appendix II, as opposed to Appendix III. While we believe we have presented sufficient evidence to demonstrate based on the best available information that the species meets the criteria, we also note that in cases of uncertainty regarding the status of a species or the impact of trade on the conservation of a species, Resolution Conf. 9.24 resolves that, by virtue of the precautionary approach, the Parties shall act in the best interest of the conservation of the species concerned and, when considering proposals

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

to amend Appendix I or II, adopt measures that are proportionate to the anticipated risks to the species.

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop 23 & 32 North American Turtles

1. *Macrochelys temminckii* and *Chelydra serpentina*

Questions have arisen on the trade in these species that are currently included in Appendix III and on the additional benefits, inclusion in Appendix II is expected to provide.

Presently, wild harvest of both *Macrochelys temminckii* and *Chelydra serpentina* is regulated at the state level within the United States of America, and regulations across states are variable. Below we provide tables addressing the legality of harvesting wild individuals for commercial and personal purposes for both species within their native states. While commercial harvest of *M. temminckii* is prohibited in all of its range states within the United States (Table 1), personal harvest is still permitted in two states: Louisiana and Mississippi. These two states regulate personal harvest differently. Mississippi allows personal harvest of one individual per year and places restrictions on the size of the turtle harvested, whereas Louisiana allows one turtle per day, per person and per vehicle/vessel with no restrictions on turtle size (Table 2); commercial harvest of wild individuals is prohibited in just over half of its range states, and personal harvest of wild individuals is legal in nearly all of its range states within the United States of America. Some states might limit the number of individuals that may be harvested; others do not. Similarly, some states regulate the size of turtles that can be harvested; others do not. This patchwork of state regulations creates ample opportunities for interstate laundering of both species, and because of its illegal nature, the extent of such activity is unclear. It also provides opportunities for wild harvested individuals to enter commercial international trade, either legally (*C. serpentina*) or illegally (*C. serpentina*, *M. temminckii*).

At the international level, there is an extensive amount of legal commercial trade in both species from the United States of America. Commercial exports of *Macrochelys temminckii* have averaged around 34,000 live individuals since 2006, when the species was included in Appendix III, and those of *Chelydra serpentina* have reached nearly 500,000 in a single year (2018) since 2016, when it was included in Appendix III. Between 2000 and 2020, multiple export shipments of both species have been refused clearance by the United States and include 3,726 live *M. temminckii* (3,525 in 2008; 1 in 2011; 200 in 2013) and over 50,000 live *C. serpentina* (10 in 2014; 50,297 in 2016). The violations associated with these shipments include no or invalid CITES permits, marking violations, and humane transport issues. Because of the variable regulations across states, discussed above, it is also possible that illegally harvested turtles are contributing to the legal trade. For example, although most of the trade in both species appears to come from captive breeding facilities, nearly all exports of *M. temminckii* have source-code "W", in part because the legal acquisition of founder stock is unknown. For most of the captive trade in both species, it is also unclear if these facilities meet the requirements of Resolution Conf. 10.16 (Rev.) for captive-bred specimens.

The inclusion of *M. temminckii* in Appendix II will allow for the evaluation of turtle farming operations to determine their reproduction capabilities and acquisition of founder stock in

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

accordance with state laws and Resolution Conf. 10.16. This evaluation has proven successful in the past for other U.S. CITES-listed turtles. Transferring *M. temminckii* from Appendix III to Appendix II would provide the benefit of requiring a Non-Detriment Finding for all export applications, which would clarify the various geographies and production systems from which specimens for international trade are sourced, helping to confirm sustainability of offtake regimes and to identify situations in which additional domestic measures are needed.

Because *M. temminckii* and *C. serpentina* are so similar in their appearance as immatures, which represents the majority of trade, as they share a similar trade niche, such oversight is needed for both species to ensure effective regulation. It will also reduce demands on enforcement personnel and ultimately potential delays in shipments that would likely result from differential CITES Appendix statuses. Given the high quantities of *C. serpentina* individuals in trade and variable regulation of harvest across states, the benefits of the non-detriment finding requirement described above for *M. temminckii* also hold for *C. serpentina*.

Table 1. Legality of commercial and personal harvest of wild alligator snapping turtles (*Macrochelys temminckii*) in native range states within the United States.

State	Commercial harvest permitted?	Personal harvest permitted?
Alabama	No	No
Arkansas	No	No
Florida	No	No
Georgia	No	No
Illinois	No	No
Indiana ¹	No	No
Kansas ¹	No	No
Kentucky	No	No
Louisiana	No	Yes
Mississippi	No	Yes
Missouri	No	No
Oklahoma	No	No
Tennessee	No	No
Texas	No	No

¹Current persistence within state is unknown.

Table 2. Legality of commercial and personal harvest of wild common snapping turtles (*Chelydra serpentina*) in native range states (including Washington D.C.) within the United States.

State	Commercial harvest permitted?	Personal harvest permitted?
Alabama	No	Yes
Arkansas	Yes	Yes
Colorado	Yes	Yes

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

Connecticut	No	Yes
Delaware	Yes	Yes
Florida	No	No
Georgia	Yes	Yes
Illinois	No	Yes
Indiana	No	Yes
Iowa	Yes	Yes
Kansas	No	Yes
Kentucky	No	Yes
Louisiana	Yes	Yes
Maine	No	Yes
Maryland	Yes	Yes
Massachusetts	No	Yes
Michigan	No	Yes
Minnesota	Yes	Yes
Mississippi	No	Yes
Missouri	No	Yes
Montana	No	Yes
Nebraska	No	Yes
New Hampshire	No	Yes
New Jersey	Yes	Yes
New Mexico	Yes	Yes
New York	No	Yes
North Carolina	Yes	Yes
North Dakota	No	Yes
Ohio	Yes	Yes
Oklahoma	Yes	Yes
Pennsylvania	Yes	Yes
Rhode Island	No	Yes
South Carolina	No	Yes
South Dakota	No	Yes
Tennessee	Yes	Yes
Texas	No	Yes
Vermont	No	No
Virginia	Yes	Yes
Washington DC	No	No
West Virginia	No	Yes
Wisconsin	Yes	Yes
Wyoming	Yes	Yes

Conclusion:

In the case of *M. temminckii*, given the likely contribution of international trade to wild harvest, combined with *M. temminckii*'s slow life history and low, declining national population numbers, it is necessary to include this species in Appendix II to complement existing domestic measures and ensure that use is biologically sustainable and international trade is not detrimental

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

to wild populations. It will complement State efforts to manage this species and regulate harvest. The species is or may be affected by trade and meets the biological criteria in Res. Conf. 9.24 (Rev. CoP17), Annex 2 a for inclusion in Appendix II. Our proposal further aims to transfer the other North American chelydrid, common snapping turtle (*Chelydra serpentina*), from Appendix III to Appendix II on the basis of similarity of appearance, because of enforcement concerns related to its morphological similarities with *M. temminckii* when immature. The similar appearance of immatures presents enforcement challenges should the two species have different CITES Appendix statuses. For example, hundreds of thousands of chelydrids in large-scale shipments (thousands to hundreds of thousands) have been exported from the United States in a single year (UNEPWCMC 2022); the inability to easily distinguish the two species could present opportunities for laundering the more threatened *M. temminckii* as *C. serpentina*. Accordingly, inclusion of *C. serpentina* in CITES Appendix II is necessary to ensure that trade in *M. temminckii* is regulated effectively, in accordance with the criteria in Res. Conf. 9.24 (Rev. CoP17), Annex 2 b.

2. *Apalone* spp.

There has been concern expressed relating to this proposal that it does not clearly differentiate the source of the specimens in legal trade in section 6.2. It is also noted that there is little evidence of laundering of wild specimens through captive-breeding facilities.

Regarding the concern that the species proposal does not clearly differentiate the source of the specimens in legal trade in Section 6.2:

Unfortunately, the true source of specimens in legal trade is largely unknown because trade is monitored within the United States at the state level, with each state having varying laws and/or protections for softshell turtle species belonging to the *Apalone* genus. The complexity and variation of the regulations for these species can create substantial loopholes and opportunities for interstate laundering of specimens (see attachment “State of the Union: Legal Authority Over the Use of Native Amphibians and Reptiles in the United States” Table 1, page 4 (https://www.fishwildlife.org/application/files/7615/1854/5761/SOU_FULL-lo-res.pdf)) demonstrating this complexity). For example, it may be legal to collect one specimen per day for personal use in State A, while the species is not at all regulated in State B because it is not a native species. A person could go into State A, collect one specimen, drive home to State B, place the specimen in a holding tank, and repeat the process the next day. After a month, that person could “legally” export the 30 specimens from State B. This freedom of interstate trade in “legally”-sourced specimens makes it impossible to determine its geographic origin. Source codes for export cannot be assigned with confidence because adequate measures to discern chain of custody are non-existent due to regulations that vary state by state within the United States.

Regarding the concern that there is little evidence of laundering wild specimens through captive-breeding facilities:

We would like to elaborate on the evidence of both intentional and unintentional laundering of wild specimens through captive-breeding facilities. Turtle farms in certain states are more akin to ranching operations rather than closed breeding systems. Many turtle farms do not operate as closed systems, allowing for captive and wild turtles to come and go. This open exchange makes

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

laundering of wild caught specimens nearly impossible to accurately discern because reliable methods to confirm whether reproduction occurred in a controlled environment or in the wild are lacking. States within the United States themselves are aware of the potential for laundering of wild sourced specimens through turtle farms. For example, Florida banned the harvest of native wild turtle specimens for commercial use in 2009. Despite this, documented cases of turtle farmers violating this law have occurred over the years (see attachment "FWC catches commercial turtle poachers" (<https://content.govdelivery.com/accounts/FLFFWCC/bulletins/c40f40>)).

The inclusion of the *Apalone* genus in Appendix II will allow for the evaluation of turtle farming operations to determine their reproduction capabilities and acquisition of founder stock in accordance with state laws and Resolution Conf. 10.16. This evaluation has proven successful in the past for other U.S. CITES-listed turtles. For example, export applications and facilities breeding diamond-backed terrapin (*Malaclemys terrapin*) were evaluated, and state regulations improved to address gaps and deficiencies in the establishment of captive-breeding farms when the species was included in Appendix II. Transferring *Apalone ferox*, *A. spinifera*, and *A. mutica* from Appendix III to Appendix II would provide the benefit of requiring a Non-Detriment Finding for all export applications, which would clarify the various geographies and production systems from which specimens for international trade are sourced, helping to confirm sustainability of offtake regimes and to identify situations in which additional domestic measures are needed.

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop. 37 to include *Carcharhinidae* spp. in CITES Appendix II

The United States notes that Figure 1 (bottom right) shows an illustration of *C. acronotus* instead of *C. porosus* (as stated in the proposal).

The reference Cardeñosa et al. 2018a (see top of page 4 of the proposal) and Carlson et al., 2020 (see page 10 of the proposal) are missing from the list of references cited.

The following reference (found on page 7 of the proposal) references the detection of river sharks in Papua New Guinea; it does not reference the trade of river sharks in Hong Kong as stated in the proposal:

*White, William T., Appleyard, S. Benthly Sabub, Peter M. Kyne, Mark Harris, Rickson Lis, Leontine Baje et al. "Rediscovery of the threatened river sharks, *Glyphis garricki* and *G. glyphis*, in Papua New Guinea." PloS one 10, no. 10 (2015): e0140075.*

Cardeñosa et al. 2018a (see page 7 of the proposal) does not reference river sharks even though it is cited as a reference supporting their detection in trade.

The inclusion of several species as look-alikes is not adequately supported by the information in the proposal. More details are provided below.

- For blue sharks (*Prionace glauca*)(genus *Prionace*), the caudal fin is the only specimen cited as similar in appearance to other species.

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

- Whitetip reef shark (*Triaenodon obesus*) (only member of the genus *Triaenodon*) has dorsal fins that are distinctive in coloration and shape.
- Silvertip shark (*Carcharhinus albimarginatus*) dorsal fins are also distinctive in coloration and shape. The fins of this species can be easily identified to the species level.

A stronger justification should be provided for a family-level listing. Many of the fins of the species included in the proposal can be identified to the genus level. The proposal does not provide sufficient justification as to why a family level listing is needed to monitor the meat trade, particularly when species level identification is possible in some cases. Finally, we note that some of the species proposed as look-alikes are unlikely to be found in the same consignments given their differences in geographic distribution.

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop. 38 to include *Sphyrnidae* spp. in CITES Appendix II

The United States notes there is information missing in the proposal about hammerhead species that can be distinguished in trade due to differences in coloration. Specifically, *S. tudes* and *S. corona* are yellow in coloration (whole bodies and fins), which can be used to distinguish them from other hammerhead species.

We suggest that Section 9 of the proposal provide a more robust explanation of the challenges with identification given the existing tools that are available to assist Customs and enforcement officers with species identification.

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop 47 *Dalbergia sissoo*

With respect to the proposal to remove *Dalbergia sissoo* from the CITES Appendices, we observe that while the present proposal provides extensive information on the species status and management in India; it generally lacks information across the natural *range* of *Dalbergia sissoo*. The wild status and trade of the species in India may not be indicative of its status, management, and trade information across the species' range. Parties will be considering the status and management of the species throughout its range in making their decision to adopt or reject this proposal.

More importantly, the proposal does not provide any information as how the removal of *D. sissoo* from Appendix II would not meet the "look-alike" criteria, which may hinder its adoption at CoP19. The inability to differentiate the wood and wood products derived from this species versus that of other *Dalbergia* species has been noted by our enforcement officers and forensics laboratory scientists, who indicate that it is not currently possible for frontline officers to identify wood of this species at the ports of entry, which would create an enforcement challenge. This may make it difficult to remove this species from a genus listing in the CITES Appendices under the CITES Criteria found in Annex 2b to Resolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17).

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop. 48 to include *Dipteryx* species

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

The proposed annotation to this proposal is the following: designating logs, sawn wood, veneer sheets, plywood and transformed wood, and seeds.

The United States notes that *Dipteryx odorata* is commercially cultivated in Nigeria and Kenya, and possibly other non-range countries, for international trade in seeds (tonka beans) and products thereof.¹ The seeds are used as a flavoring agent in the tobacco and food industries, in the manufacture of perfumes and other personal care products, as well as other applications.

In accordance with the Rules of Procedures of the Conference of the Parties, Rule 24 paragraph 2, we suggest the proposal could be amended to include only populations of *Dipteryx* species of the Neotropics.

A similar approach was taken for another timber proposal, for the genus *Cedrela*, at CoP18. At CoP18 (2019, Geneva), the proposal (CoP18 Prop 57) to include the genus *Cedrela* in Appendix II was amended to restrict the listing to populations of the Neotropics. This was because *Cedrela odorata* is commercially grown in plantations in several non-range countries for international trade in wood and wood products.

Alternatively, given that it is seeds that are produced in plantations outside the species range, the proposal could be amended to not include seeds, and instead be subject to existing annotation #17. However, we seek information on the intention to include seeds in a new annotation.

Lastly, we seek more information as to the nature of the trade in seeds (tonka beans) from range countries, particularly from those countries that export seeds (e.g., Brazil, Venezuela). Is the trade limited to seeds or are there derivatives of seeds exported (e.g., oil)? These derivatives would be excluded by the proposed annotation and therefore, not regulated by CITES. If the genus is adopted for inclusion in Appendix II with the present annotation, is there the possibility that seeds could be crushed into powder, oil or other forms to circumvent the CITES export requirement of whole seeds?

Regarding U.S. Technical Comments on CoP19 Prop. 49 *Paubrasilia echinata*

The United States notes that, in accordance with Article 1, paragraph (b) (iii) of the Convention, an annotation to an Appendix I plant species listing is contrary to the provisions of the Convention, as follows:

“in the case of a plant: for species included in Appendix I, any readily recognizable part or derivative thereof.”

The United States notes that for Appendix-I plant species, all specimens are included in the listing - the whole plant, whether alive or dead, and any readily recognizable part or derivative thereof is included. Appendix-I plant listings are not subject to annotations that exclude certain parts or derivatives from the listing. Such annotations are only available for plant species included in Appendix II or III.

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

Additionally, we note that in accordance with the Rules of Procedures of the Conference of the Parties, Rule 24 paragraph 2, the proposal could be amended to reduce its scope by maintaining the species in Appendix II, but with a more restrictive annotation than the current annotation #10. It may be advisable in advance of and at CoP19 for the proponent, interested Parties, and interested stakeholders to discuss a possible new annotation for the current Appendix II listing that would both ensure conservation of the species and continue to facilitate non-commercial trade in finished bows for stringed musical instruments when transported internationally only for purposes of temporary travel for personal use, performance, display or competition.

Regarding CoP19 Proposals 46 (*Afzelia* spp.), 50 (*Pterocarpus* species), and 51 (genus *Khaya*):

It is our understanding that the intent of these proposals is to include in CITES Appendix II the Africa-native species of *Pterocarpus* and *Afzelia*, as well as the entire genus *Khaya*. Thus, should these proposals be adopted by the Parties, we understand the CITES Appendices would be amended to include the following new taxa and amend the current listings of *Pterocarpus erinaceus* and *Pterocarpus tinctorius* as follows:

Afzelia africana #17

Afzelia bella #17

Afzelia bipindensis #17

Afzelia pachyloba #17

Afzelia parviflora #17

Afzelia peturei #17

Afzelia quanzensis #17

Khaya spp. #17

Pterocarpus albopubescens #17

Pterocarpus angolensis #17

Pterocarpus antunesii #17

Pterocarpus brenanii #17

Pterocarpus casteelsii #17

Pterocarpus claessensii #17

Pterocarpus erinaceus #17

Pterocarpus gillettii #17

Pterocarpus hockii #17

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

Pterocarpus homblei ^{#17}

Pterocarpus lucens ^{#17}

Pterocarpus mildbraedii ^{#17}

Pterocarpus mutondo ^{#17}

Pterocarpus osun ^{#17}

Pterocarpus polyanthus ^{#17}

Pterocarpus rotundifolius ^{#17}

Pterocarpus santalinoides ^{#17}

Pterocarpus soyauxii ^{#17}

Pterocarpus tessmannii ^{#17}

Pterocarpus tinctorius ^{#17}

Pterocarpus velutinus ^{#17}

Pterocarpus zenkeri ^{#17}

Additionally, we are not certain if there is an intention to also include a new “(populations of Africa)” annotation, as no text for such an annotation was expressly proposed. There may be a justification for such an annotation particularly in the case of *Pterocarpus santalinoides*, which is also native outside of Africa. Should this be the case, such an annotation could be introduced at the meeting to narrow the scope of the proposal, if warranted. For example, *Afzelia africana* ^{#17} (Populations of Africa), etc.

However, we note that on September 9, the Secretariat provided its provisional assessment of the proposals in Notification to the Parties No. 2022/066, suggesting that if these three proposals were adopted, then the Appendices would be amended to read as follows:

Afzelia spp. ^{#17} (African populations)

Pterocarpus spp. ^{#17} (African populations)

P. erinaceus ^{#17}

P. santalinus ^{#7}

P. tinctorius ^{#17}

Khaya spp. ^{#17} (African populations)

When reference is made to “African populations”, the Secretariat also notes that it assumes that this refers to the African region as used by CITES.

We seek clarity from the proponents on the scope of the proposals and how the Appendices would be amended if adopted.

Regarding U.S. Technical comments on CoP19 Proposal 50 *Pterocarpus* species

We have not completed our public consultation process related to U.S. positions on species proposals by other countries. However, we offer the following preliminary comments pertaining to nomenclature and to interpretation of the proposed listing:

In our view, the taxonomy proposed for six *Pterocarpus* taxa at the subspecies level may complicate implementation, but we suggest that the concerns could be addressed by following the original nomenclature which described the six subspecies at the species level.

Our basis for this view includes:

- The South African ‘[African Plant Database](#)’ is a problematic nomenclatural reference, as it may include misapplied synonyms as accepted taxa. For instance, we consider the subspecific designation, *Pterocarpus officinalis* ssp. *gilletti* is not widely accepted and are concerned that this trinomial is associated with a species that is widely accepted to be native only to the Neotropics, *Pterocarpus officinalis*. The preferred alternative would be to include the taxon as originally described: *Pterocarpus gilletti* De Wild. 1924.
- Inclusion of taxa at the subspecies level may make implementation of the listing more complex from a CITES data-handling perspective. There are few instances of subspecies being included in the CITES Checklist as the CITES-accepted name, and there are some instances of trinomials being included as *synonyms* of CITES-listed taxa included in Appendices (ref. 1 animal and 5 plants). But the ability to track subspecies has only recently been added to the CITES database and is not uniformly implemented. Currently, only certain taxa have entries at the subspecies level and the rank indicator may be included as “subsp.”, or “ssp.” or omitted altogether (e.g., *Echinocereus ferreiranus lindsayorum*).

Possible Alternative: To remedy to the above concerns, an option could be to follow the nomenclature for the taxa as originally described (see the table below). The taxa in question were originally described as distinct species. Thus, a published description exists that could allow for tracking of each taxon and inform implementation. Designating the CITES-accepted name at the species level would satisfy the perceived intent of the proposal while simplifying implementation. We continue to evaluate the soundness of this proposed alternative and would welcome input from other Parties.

Rather than	Include as	Distribution
<i>Pterocarpus lucens</i> Lepr. ex Guill. & Perr. subsp. <i>lucens</i>	Synonym of <i>P. lucens</i>	Cameroon, Central African Republic, Chad, Democratic Republic of Congo, Ethiopia, Ghana, Guinea, Ivory Coast,

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

		Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sudan, Uganda
<i>Pterocarpus lucens</i> subsp. <i>antunesii</i> (Taub.) Rojo	<i>Pterocarpus antunesii</i> Taub. (with the subspecies as a synonym)	Angola, Namibia, Zambia
<i>Pterocarpus officinalis</i> subsp. <i>gilletii</i> (De Wild.) Rojo	<i>Pterocarpus gilletii</i> De Wild. (with the <u>subspecies</u> as a synonym; obviating the need to include the species*)	Democratic Republic of Congo
<i>Pterocarpus rotundifolius</i> (Sond.) Druce subsp. <i>rotundifolius</i>	Synonym of <i>P. rotundifolius</i>	Angola, Botswana, Democratic Republic of Congo, Eswatini [Swaziland], Malawi, Mozambique, South Africa, Tanzania, Zambia, Zimbabwe
<i>Pterocarpus rotundifolius</i> subsp. <i>martinii</i> (Dunkley) Lock	Add the subspecies as a synonym of <i>Pterocarpus rotundifolius</i> (Sond.) Druce)	Zimbabwe
<i>Pterocarpus rotundifolius</i> subsp. <i>polyanthus</i> (Harms) Mendonça & E.C. Sousa	<i>Pterocarpus polyanthus</i> Harms (with the subspecies as a synonym)	Malawi, Mozambique, Zambia, Zimbabwe

***NOTE:** This alternative would eliminate the need to include *P. officinalis* as part of the present the listing proposal, which species is not known to be distributed in Africa. As such, we recommend amending the proposal to exclude *Pterocarpus officinalis*.

In addition, the following taxa currently referred to as synonyms or taxonomy in question in the CoP19 proposal, should be included as valid species:

Proposed CITES-accepted name	Distribution
<i>Pterocarpus albopubescens</i> Hauman	Democratic Republic of Congo

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

<i>Pterocarpus casteelsii</i> De Wild.	Democratic Republic of Congo
<i>Pterocarpus claessensii</i> De Wild.	Democratic Republic of Congo
<i>Pterocarpus hockii</i> De Wild.	Democratic Republic of Congo
<i>Pterocarpus homblei</i> De Wild.	Democratic Republic of Congo
<i>Pterocarpus mutondo</i> De Wild.	Democratic Republic of Congo
<i>Pterocarpus velutinus</i> De Wild.	Democratic Republic of Congo
<i>Pterocarpus zenkeri</i> Harms	Cameroon

Also, the following synonyms should be added:

Taxon in CoP19 proposal	Add the following synonym
<i>Pterocarpus mildbraedii</i>	<i>Pterocarpus mildbraedii</i> subsp. <i>usambarensis</i> (Verdc.) Polhill
<i>Pterocarpus santalinoides</i> DC.	<i>Lingoum esculentum</i> (Schum. & Thonn.) Kuntze
<i>Pterocarpus tessmannii</i> Harms	<i>Pterocarpus casteelsii</i> De Wild.
<i>Pterocarpus tinctorius</i> Welw.	<i>Lingoum tinctorium</i> Kuntze

It is also our understanding that *Pterocarpus santalinus*, a species endemic to India, is not affected by this proposal and would continue to be regulated in CITES Appendix II with Annotation #7.

Finally, we note that *P. santolinoides* is bi-continental, with native range in Africa as well as South America. Since this is the case, it is important to ensure our understanding of the intent of this proposal. *See our previous comment.*

United States' Response to Notification of the Parties No. 2022-052

ⁱ Internet sources:

<https://www.naturadoriente.com/en/spices/362-whole-tonka-beans-8056479083190.html>

<https://nigeria.tradeford.com/tonka-bean-tincture>

https://tastycraze.com/n-30940-Tonka_beans

<https://www.edenbotanicals.com/tonka-bean-absolute.html>

http://gernot-katzers-spice-pages.com/engl/Dipt_odo.html

<https://www.edenbotanicals.com/tonka-bean-absolute.html>